Le numéro 0 fr. 50.

N° 36. -- Vendredi 18 Décembre 1936.

la commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LENINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IVe Internationale

Le 19 Juillet 1914 le Gouvernement Viviani lança aussi un Emprunt de 2 milliards pour la Défense Nationale...

Notre Politique

Tout va très bien, affirme Blum à un journaliste anglais. Tout va très bien, en trois petits tours les députés votent le budget. La charte d'Amsterdam est rejointe par les 21 conditions : crédits de guerre, budgets de police, fonds secrets ont été unanimement votés par socialistes et communistes.

Tout va très bien, déclare Blum : l'activité reprend, le fascisme est fini, la démocratie s'épanouit, la guerre est évitable.

L'activité reprend? Vincent-Auriol rassure les possédants, leur fait des ristournes de 40 %; mais les fonctionnaires attendent, les ouvriers voient les 15 pour cent des accords Matignon engloutis par la montée des prix, les chômeurs se serreront la ceinture de quelques crans.

Le fascisme est fini? Dorgères crée incidents sur incidents aux Halles ; La Rocque-la-Canaille organise en ces jours le congrès de ses bandes d'assassins en plein Paris. Mais le serment du 14 Juillet a été tenu : les ligues fascistes ont été dissoutes.

La démocratie s'épanouit? Au Maroc, dans toutes les colonies, des centaines de condamnations, des années de prison s'amoncellent. Dans l'armée, malheur au trouffion qui croit que le Front populaire a fait pénétrer la liberté jusque dans les casernes. Et dans les entreprises, les renvois se multiplient : patrons et ouvriers traitent à égalité dans les salons de l'Hôtel Matignon.

La guerre évitable ? Les crédits militaires s'élèvent pour que « nos » frontières, « nos » colonies et les routes qui y mènent soient protégées. Bombardement de Port-Bou. Incidents en Chine. Le monde est aujourd'hui devenu si petit, déclare Eden, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, qu'une étincelle... peut provoquer une conflagration qui gagne tout un continent ou un hémisphère. Des étincelles ? Mais l'incendie s'étend déjà.

⁂

Tout va très bien dans les interviews, et sombre est la réalité. Pris entre le mécontentement des travailleurs et les exigences des capitalistes, messieurs les dirigeants du Front populaire ne visent qu'à étouffer la poussée des masses. Le Front populaire suffit de moins en moins à dissiper la puissance ouvrière; ils mettent le cap sur l'Union sacrée.

Les travailleurs ne doivent pas marcher ; s'ils ne veulent pas mettre sac au dos pour les capitalistes, subir leur guerre, il faut mener, développer la guerre civile. On ne se sauvera pas par une embrassade générale, sauvetage dont l'Histoire n'a jamais donné d'exemple.

Il faut s'organiser : des conseils élus par entreprises, par quartiers ou communes, par casernes; des milices ouvrières pour assurer la sécurité des travailleurs. Il faut lutter pour le contrôle ouvrier et paysan sur l'économie, pour préparer l'expropriation des exploiteurs.

Et puisque les dirigeants ouvriers attribuent aux radicaux les mesures dont souffrent les travailleurs, ne les laissez pas se dérober un instant de plus par des combinaisons parlementaires encore plus larges. A la porte, les radicaux ! Au pouvoir Blum-Jouhaux-Thorez, sous le contrôle des Conseils des travailleurs des villes, des champs et des casernes ! Mettez au pied du mur les « chefs » tout puissants des partis, mais que les travailleurs ne se fient qu'à leur propre puissance. Elle seule, bien appliquée, peut transformer le monde.

La crise mondiale du capitalisme est à son comble

SUBIR LEUR GUERRE...
ou
FAIRE LA GUERRE CIVILE

Chine

Dominés par les luttes des cliques militaires rivales, à la solde des puissances qui convoitent l'immense marché chinois, les événements du Sien-Fou augmentent les dangers de guerre mondiale. C'est la rançon de la défaite de la révolution prolétarienne, défaite provoquée par le stalinisme.

IL est encore très difficile de se faire une idée précise des événements qui se déroulent actuellement en Chine. Tchan-Kaï-Chek est prisonnier de Than-Hsue-Liang, c'est le seul fait précis connu. Quelle est la nature des différends ? Quelles forces se trouvent de part et d'autre ? Les fausses nouvelles abondent et l'imagination journalistique se manifeste abondamment.

En attendant des informations plus certaines, nous voulons donner à nos lecteurs quelques éléments leur permettant de s'orienter.

En premier lieu, il faut observer que rien ne permet de dire que les événements actuels sont le fait de mouvements des masses. La pénétration japonaise en Mandchourie et dans la Chine du Nord, a certainement contribué à ranimer les masses ; mais encore une fois rien ne permet de dire que celles-ci se soient ébranlées et qu'une nouvelle vague populaire s'est déclanchée. Depuis l'écrasement de la révolution de 1925-1927, écrasement dont les staliniste portent la plus lourde responsabilité — ainsi que cela fut rappelé dans le numéro précédent de *la Commune* — le développement politique de la Chine est surtout dominé par les luttes des cliques militaires rivales, à la solde des puissances qui convoitent l'immense marché chinois.

En ce qui concerne les « soviets chinois » et les « armées rouges chinoises », il a été prouvé depuis bien longtemps qu'il s'agit de troupes et de mouvements paysans, surgis à la périphérie de la révolution de 1925-27, et qui, ne trouvant pas d'appuis dans un mouvement des travailleurs des villes, se déplacent à travers l'immense territoire chinois, suivant les ressources qu'ils trouvent et les contingences militaires.

(Voir la suite en deuxième page.)

Le bloc des démocraties européennes sans droit d'asile

Le compagnon de Lénine chassé d'Europe et menacé d'assassinat!

Le compagnon de Lenine, le créateur de l'Armée Rouge a obtenu un visa pour le Mexique. Accumulant la haine des thermidoriens d'U. R. S. S. et la crainte des démocrates, Trotsky doit quitter le continent européen, comme autrefois pendant la guerre, deux années avant la victoire d'octobre.

Au révolutionnaire marxiste indomptable, le Parti Communiste Internationaliste adresse son salut.

Le visa accordé, la meute staliniste s'est déchaînée, hurlant à la mort. Elle la veut par tous les moyens.

A ces menaces, la région parisienne du Parti Communiste Internationaliste a répondu par le télégramme suivant à l'ambassadeur soviétique à Paris :

Assemblée Région Parisienne Parti Communiste Internationaliste contre Trotsky faites sur ordre Staline par Parti Communiste Mexique, vous avertit que toute action contre compagnon Lénine entraînera représailles impitoyables.

Le Bureau Politique fait sien cette déclaration. On ne touchera pas impunément à la vie de Trotsky.

Espagne

La proposition franco-anglaise de non-intervention et de médiation, étape de préparation à la guerre, tentative d'étranglement de la Révolution en Espagne. La Paix en Europe dépend des capacités révolutionnaire du prolétariat, de la formation et de la puissance de la IVe Internationale.

Le tunnel de Cerbère à Port-Bou a été bombardé mercredi. Par ce bombardement, l'état-major rebelle entend couper la lutte des travailleurs espagnols de tout appui rapide du côté français. L'Humanité *annonce avec forces détails qu'il s'agit d'avions allemands qui ont même « survolé le territoire français »... On assiste en réalité au sujet des événements d'Espagne, a une tentative* générale *des impérialismes rivaux pour établir un* cordon sanitaire.

⁂

Chaque clan impérialiste continue et continuera à appuyer, à aider, à armer le clan qui, en Espagne, soutient ses intérêts, ses visées défensives ou d'expansion, mais tous ensemble *les clans impérialistes ne veulent à aucun prix de la victoire de la révolution prolétarienne ni des répercussions du mouvement révolutionnaire en Espagne sur leur propre territoire; le premier but du Comité de Londres est: limiter la lutte entre:*

Républicains bourgeois, *agents des intérêts de l'*Empire britannique *menacé dans le contrôle de ses colonies, et de l'*Empire français *menacé par les pénétrations allemande et italienne, ainsi que le déclarait Léon Blum au collaborateur du* New Chronicle :

« Je considère sous son aspect le plus sérieux l'infiltration allemande et italienne au Maroc, aux Canaries et aux Baléares. Si l'infiltration ne signifie pas forcément annexion, elle constitue cependant une menace pour une route maritime d'une importance suprême pour la France et la Grande-Bretagne.

« Il y a au moins un tiers de notre armée de première ligne qui est en Afrique... »

Rebelles, *agents de l'autre clan impérialiste, appauvri par la dernière guerre, à la recherche de nouveaux débouchés.*

⁂

Ainsi les freins à la guerre mondiale se rongent en Espagne comme ils se rongent en Chine; du degré actuel des contradictions impérialistes, la guerre peut surgir chaque jour.

Dans cette situation, le projet de non intervention vise à une préparation plus sérieuse, plus systématique des deux camps et vise également à l'étouffement de la révolution sous l'hypocrite étiquette d'un plan de médiation.

Les brigands impérialistes préparent hâtivement de nouveaux brigandages et étranglent la révolution.

Les impérialismes en présense et le rôle de l'U.R.S.S.

Ce qui caractérise les deux clans impérialiste, appauvri par la dernière d'intérêt qui les opposent sont engendrées par le résultat de la dernière boucherie mondiale; les uns ont été affaiblis : *Italie, Allemagne; les autres* pourvus : *France, Angleterre, et l'Amérique qui joue son propre jeu. Ces contradictions fondamentales dominent. Les oppositions de régime:* démocratie ou fascisme, *sont secondaires et ne sont que les conséquences en Allemagne, en Italie, de la crise économique et politique provoquée par l'affaiblissement de ces états après guerre et de l'impuissance des partis prolétariens à transformer cette crise capitaliste en révolution victorieuse.*

Vers un nouveau partage du monde, la chaine capitaliste s'est rompue à son maillon le plus faible. L'Etat espagnol craque. Les bandits impérialistes veulent utiliser cette crise à leur profit et les clans en présence sont réduits aux rangs de vassaux.

Cette situation n'est pas nouvelle, l'impérialisme allemand a tenté d'utiliser en 1917, *contre les alliés, les craquements de l'impérialisme russe. Kerensky préchait la guerre révolutionnaire. Lénine par le contraire, en poussant jusqu'à la dictature du prolétariat* la révolution, *en combattant l'impérialisme allemand par la désagrégation de ses rangs, a assuré la victoire aux masses prolétariennes russes, a affaibli considérablement l'impérialisme allemand et* a démontré qu'on ne pouvait servir la cause des masses exploitées sous le drapeau d'un impérialisme quelconque.

⁂

Dans ce jeu des forces impérialistes, l'U.R.S.S. menacée par les visées des impérialismes allemand et japonais, cherche sa sécurité dans les alliances militaires avec les états bourgeois et la solidité de ces alliances par la « stabilité » de ces états. La bureaucratie stalinienne craint également la révolution prolétarienne en Espagne, les répercussions de cette révolution pour ses privilèges sur les masses russes dont elle est parasitaire. C'est cette combinaison d'intérêts entre les couches de la bureaucratie russe et un clan impérialiste qui détermine la politique russe en Espagne.

⁂

Nous avons déjà démontré que les trois mots d'ordre: l'usine aux ouvriers, la terre aux paysans, le Maroc aux Marocains! auraient été l'appui le plus puissant au début du combat pour la victoire sur les troupes fascistes. Ces trois mots d'ordre signifiaient en Espagne la fin du régime capitaliste, la défaite de la contre-révolution, la victoire de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire l'issue de la situation espagnole dans le sens de son développement progressif: par le socialisme.

Ces trois mots d'ordre surgissaient des nécessités mêmes de la situation politique en Espagne au moment où se formaient les bases du pouvoir nouveau: les comités de milices, les comités d'usines, etc...

Le gros effort des bourgeois républicains espagnols a été d'empêcher cette dualité de pouvoir, sous le prétexte de commandement unique. Au lieu d'obtenir la cohésion et la discipline par la démocratie prolétarienne, on a remis les forces du prolétariat sous la domination des républicains bourgeois, peu à peu les organes de dualités du pouvoir ont été paralysés, les organisations ouvrières, avec plus ou moins de réticence, ont collaboré à cette politique qui a abouti à faire des masses exploitées héroïques d'Espagne, les rebouteux du régime républicain, peut être demain les mercenaires d'un clan impérialiste.

Par instinct de classe, les masses d'Espagne se sont tournées vers l'U.R.S.S. Elles ont trouvé une solidarité instinctive dans les masses travailleuses russes comme dans les masses travailleuses du monde entier. Cette spontanéité, la bureaucratie russe en a monnayé l'appui, a posé ses conditions à cet appui; les parasites qui vivent des résultats de la révolution russe savent comment cette révolution est née tous leurs efforts ont porté pour briser les organes de la dualité du pouvoir et proclamer par leurs perroquets staliniens en Espagne, la nécessité de maintenir la propriété bourgeoise et l'état républicain.

Le P.O.U.M. dans la mé'ée

Le parti ouvrier d'unification marxiste, depuis les premiers jours de la bataille, a lutté héroïquement sur le terrain militaire, mais a eu sur le terrain politique une orientation complètement fausse qui a été couronnée par l'entrée d'un de ses membres dans le gouvernement catalan.

(Voir la suite en 3e page.)

LES GRÈVES DU NORD

Après l'évacuation des usines le patronat exige la "liberté du travail" pour utiliser des jaunes

PLUS de 25.000 métallurgistes en grève : 10.000 à Lille, 15.000 dans la Sambre. A Lille, il s'agit d'un rajustement des salaires. A Maubeuge, c'est la non signature du contrat collectif qui est la cause du conflit. Mais ici comme là, le patronat agit suivant un plan préétabli à l'échelle nationale; c'est la C. G. P. F. qui mène la bataille, avec son Gignoux aussi bien qu'avec le Lambert-Ribot, signataire des accords Matignon.

A Lille, les ouvriers ont infligé quelques corrections à des jaunes; ils font preuve d'une combativité excellente; mais les directions syndicales s'évertuent à la dissiper. Sur l'invitation du ministre de l'Intérieur Dormoy, ils ont fait évacué les usines. Des piquets de grève seuls fonctionnent. Mais les patrons qui ont posé comme condition d'entrée en pourparlers la non-occupation des entreprises, se moquent de leur engagement et exigent maintenant quelque chose de plus: ils veulent qu'on respecte la « liberté du travail », c'est-à-dire le droit pour eux de briser les grèves par des jaunes. Puisque la propriété capitaliste est sacrée, alors il faut qu'elle le soit vraiment et pas à moitié!

⁂

Les travailleurs de la métallurgie du Nord ne doivent pas rester isolés dans la lutte contre l'offensive du capital. Il ne faut pas laisser les travailleurs se battre par petits paquets... et se faire battre. Une action générale de la classe ouvrière s'impose. La lutte des métallos du Nord la dicte impérieusement.

L'aile marchante du patronat, la C. G. P. F., mène l'offensive

L'union sacrée torpille la riposte ouvrière

La C.G.P.F. organise l'offensive patronale: sabotage des 40 heures, renvois nombreux de militants.

Les travailleurs réagissent: dans le Nord grèves des métallos, à Paris des ouvriers de chez Lebaudy, des cartonnages, grèves et incidents à Asnières - sur - Oise, grève des marins du «Champlain» au Havre, de mineurs à Saint-Etienne, mécontentement des fonctionnaires, des cheminots, des communaux.

Luttes qui traînent généralement en longueur : la direction de la C.G.T. effrite la résistance ouvrière. Jouhaux en a donné les raisons au Congrès des Fonctionnaires : renaissance de l'économie (capitalistes)au prix de l'arbitrage obligatoire. Silence dans les rangs, il va falloir mettre sac au dos !

Pour vaincre le patronat, une voie : celle du combat. Combat dans les syndicats, à l'exemple du Syndicat des Employés du Havre. Combat dans les entreprises par les conseils d'entreprises, par les milices ouvrières, pour le contrôle ouvrier, pour l'expropriation des exploiteurs.

UNIR...
écrit « l'Huma », affiche Kerillis.

Et le piquet de grève chez Lebaudy est autour d'un brasero pendant que les bourgeois préparent leur réveillon.

LA GRÈVE LEBAUDY

Les forbans du sucre contre leurs exploités et contre les consommateurs

De tous les produits comestibles, le sucre est, avec le sel, l'aliment de première nécessité le plus universellement employé... On peut se passer de beurre, de fruits, etc..., on saurait, par contre, difficilement se passer de sucre. Aussi, les fabricants de sucre ont-ils toujours joué sur le velours !

Cela explique que cette fabrication soit devenue le monopole de quelques raffineurs qui se sont d'autant mieux entendus sur le dos du consommateur qu'ils sont moins nombreux; on peut en effet compter sur les doigts de la main les multi-millionnaires que sont les Timardon, les Lebaudy (le fameux « empereur du Sahara »), les François, etc...

Ces gros monopoleurs sont une des puissances de la 3e République; cela s'exprime dans des chiffres édifiants que nous publierons prochainement. Peu leur importe donc à ces gros forbans, que la hausse constante du sucre qu'ils ont provoquée ait pour contrepartie une diminution correspondante de la consommation. Ce qu'ils ne vendent pas en France, ils l'écoulent ailleurs.

Et cela continue sous le gouvernement de Front populaire. Leurs réserves colossales leur ont permis d'acheter le silence d'une partie de la presse pourrie, voire même, récemment, de s'assurer des participations dans les publications d'un grand journal parisien du soir.

Quant au gouvernement, il veille sur la sacro-sainte propriété de leurs usines en interdisant aux ouvriers d'occuper ces dernières, ainsi qu'on peut le constater rue de Flandre aux usines de Lebaudy-Sommier.

(Voir la suite en quatrième page)

"Dissolution des Ligues fascistes" ! "La Rocque au poteau !"

Le gouvernement a « dissous » les Croix-de-Feu. Ils se sont transformés en Parti Social Français; ils vendent leur torchon, Le Flambeau protégés par la police « républicaine »; Ils organisent les syndicats professionnels, assassins d'ouvriers.

Vendredi, samedi, dimanche, congrès du Parti Social Français en plein Paris.

On t'a berné, travailleur, avec une dissolution sur le papier.

Dissolution des ligues fascistes, La Rocque au poteau, Pour que ce soit vrai, fais tiens nos deux mots d'ordre: « Milices ouvrières! Armement du prolétariat! »

d'une semaine à l'autre

13 DECEMBRE

C'est une petite information venue de province. Le tribunal correctionnel de Trévoux a condamné sept inculpés, bouchers et tripiers de la région lyonnaise, à 8 jours de prison et 100 francs d'amende. Le principal accusé, M. Faura, équarrisseur, s'en tire avec deux mois de prison et 500 francs d'amende.

Ce n'est pas cher. Ces charognards livraient à la consommation des viandes avariées provenant... du Centre d'équarrissage de Dagneux.

On sait qu'habituellement, les charognards trouvent leurs débouchés dans les fournitures aux intendances, économats de toutes sortes, etc... On demande à savoir combien de jours de prison ont été distribués aux soldats qui réclament contre la mauvaise qualité de la viande ?

Et nous réclamons le droit pour les soldats, les hospitalisés et pour tous ceux qui sont soumis au régime d'une alimentation collective, le droit de désigner leurs délégués pour le contrôle de la gestion et des achats.

14 DECEMBRE

Le mémoire du Préfet de la Seine sur le budget de la ville de Paris pour 1937 vient d'être distribué à l'Hôtel-deVille.

Un déficit de 800 millions était prévu. Le déficit officiellement annoncé est de 307 millions. C'est encore un chiffre respectable qui sera comblé par une augmentation des impôts : création de 14 centimes 3 additionnels aux anciennes contributions.

Mais par quels prodiges d'économie le déficit a-t-il été réduit de 500 millions ? Là encore, il n'y a aucun miracle : l'Etat participe à l'équilibre du budget de Paris, et tous les Français dignes de ce titre paieront en conséquence le demi-milliard qui manque à leur capitale.

La « Commune de Paris » assurait, elle, la gestion intégrale de son propre budget

15 DECEMBRE

M. Gasnier-Duparc, ministre de la Marine, déploie une activité fébrile. Après avoir posé le premier rivet du « Jean-Bart », cuirassé de 35.000 tonnes, il a présidé au lancement du « Strasbourg », nouvelle unité de 26.500 tonnes, pouvant réaliser une vitesse de 31 nœuds et doté d'un puissant matériel de combat.

Dans son discours, le ministre a magnifié le « riche héritage de la France monarchique » et aussi que « la république avait repris l'œuvre ancestrale », ce qui est une façon académique d'affirmer ce que nous disons chaque semaine : la république bourgeoise, les ministres dits du Front Populaire, les poings levés et l'Internationale expurgée, c'est toujours l'impérialisme français qui continue.

16 DECEMBRE

Le congrès de « l'Association des Maires de France » a terminé ses travaux et M. Marchandeau a été réélu président.

L'inévitable Herriot, au cours d'un déjeuner terminal, a exalté l'œuvre des maires de toutes les communes, ces « cellules du pays de France ». Pas un délégué n'a dénoncé le pouvoir quasi-absolu dont les gouvernements précédents, continués par le Front Populaire, ont investi les [illegible]... pas un délégué n'a réclamé une extension des pouvoirs des conseillers municipaux devant le maire ; pas un délégué n'a appelé les travailleurs de ce pays à exercer leur pouvoir dans ces véritables communes que seront les Soviets.

Les évènements de Chine

(Suite de la première page)

Depuis que la révolution prolétarienne a été écrasée en Chine, la bourgeoisie indigène, avec le Kuo-Min-Tang et sous la dictature de Tchan-Kaï-Chek n'a pu que mener une politique de compromis avec l'impérialisme mondial, étant incapable d'unifier la Chine et de la développer économiquement, sans qu'il en résultât des dangers pour sa domination de classe.

Le Japon s'est montré le plus provoquant, le plus agressif, le plus entreprenant. Il a érigé l'Etat « indépendant » du Mandchoukouo, il poursuit en Chine du Nord cette politique de colonisation par la création d'Etats indépendants du gouvernement de Nankin, mais dépendants de Tokio ; il menace la République populaire de Mongolie.

***

La pénétration japonaise a été facilitée par la mollesse du gouvernement de Tchan-Kaï-Chek à son égard. Que cela ait suscité un mécontentement parmi les étudiants et dans les masses, il n'y a pas de doute. Mais il est beaucoup plus certain que cela a renforcé l'inquiétude des autres puissances.

L'Union soviétique a déjà fait connaître (interview de Staline à Ray Howard) que toucher à la république populaire mongole serait la guerre.

Mais il est une autre puissance dont on parle peu ou pas du tout ces jours-ci à propos des événements de Chine : ce sont les Etats-Unis. Etant l'impérialisme le plus fort, ils peuvent assurer leur pénétration en Chine en invoquant le régime de la porte ouverte, ils n'ont pas besoin de faire garantir leurs droits par des concessions ; mais il leur faut empêcher qu'un rival s'assure une trop grande place.

Pour ne pas être à la traîne, l'Angleterre s'occupe aussi très attentivement de ce qui se passe en Chine ; son ambassadeur commence déjà à intervenir sous prétexte de mener une « enquête » sur la situation.

***

L'importance des intérêts en jeu et la tension des antagonismes sont des facteurs qui contribuent à ce que les événements de Chine aggravent énormément la situation actuelle ; toutefois il y a lieu de tenir compte de la lenteur relative du développement des situations comparativement à l'Europe. Quoi qu'il en soit chaque semaine apporte des faits nouveaux qui attestent au moins clairvoyants que, dans le régime capitaliste, c'est une dérision de parler de paix. Le canon n'a cessé de tonner un seul jour depuis août 1914. Seul le socialisme, auquel on ne parviendra que par la révolution prolétarienne mondiale, supprimera la guerre.

Les plus récentes nouvelles n'apportent absolument aucune clarté. D'une part, on apprend que le Japon a fait souligner au ministère chinois des Affaires étrangères le danger de soviétisation de la Chine par suite de la détention de Tchan-Kaï-Chek. D'autre part, le tournant fait par « l'Humanité » amène celle-ci à présenter Tchang-Hsue-Liang à la solde du Japon; «l'Humanité», sous la plume de Magnien, c'est directement l'expression de la diplomatie soviétique.

Tant d'obscurité n'apporte que d'autant plus de raisons de se méfier des conséquences les plus terribles.

Epinglons, à ce propos, le dernier exercice de voltige de «l'Humanité». Le premier jour, Cachin salue le grand mouvement de masses qui se dresse contre la dictature de Tchan-Kaï-Chek et les provocations japonaises ; Tchang-Hsue-Liang était presque célébré comme un héros des masses populaires. Et quarante-huit heures après, Magnien dénonce ce même personnage comme un agent du Mikado et d'Hitler et le programme d'alliance avec l'U.R.S.S., que lui attribue une dépêche d'agence, comme une provocation.

LA RÉPRESSION CONTRE LES RÉVOLUTIONNAIRES

U. R. S. S.

Les procès sans fin

par L. Trotsky

Je suis en train de lire les comptes rendus du procès dans « la Pravda ». On étouffe de dégoût. Imaginer tant d'impudence, de sottise et de perfidie, voilà qui est chose peu facile, même pour un homme politique. Quelqu'un qui est capable de prendre cette affaire pour bonne monnaie, en sera tué à mes yeux pour toujours.

Ce procès, cependant, ne sera pas le dernier. A l'issue du procès Zinoviev-Kaménev, etc., de janvier 1935, j'écrivis: Puisque l'amalgame a subi, surtout à mon égard, un échec lamentable, Staline tentera inévitablement de mettre en scène un nouveau procès mieux préparé. Après le dernier procès, ce pronostic doit être appliqué dans un sens plus large encore. On a fusillé seize hommes uniquement pour identifier le mot « trotskyste » à celui de « terroriste ». C'était là tout le sens du procès. Maintenant, on convoquera de nouveaux tribunaux secrets où chacun, qui aura été estampillé de « trotskyste », pourra être fusillé aussitôt comme terroriste. Les seize malheureux misérables condamnés — les uns fatigués, vidés, abrutis, les jeunes mouchards dans l'espoir de faire une carrière — Staline en a fait une bouillie sanglante uniquement pour pouvoir m'atteindre moi-même.

Les accusés ont essayé d'aider Staline de toutes leurs forces. Toutes les dépositions, tous les fils, toutes les dénonciations conduisaient, paraît-il, à moi. Et plus on lit cette dénonciation, plus on a le sentiment du vide. Le procès public n'était possible que grâce à un compromis préalable entre la Guépéou et les accusés. Mais Staline a conclu le compromis pour ne pas le tenir. Il a réglé le compte par une fusillade sommaire.

En mars 1923, lorsque Lénine prépara pour le douzième congrès du parti une attaque décisive contre Staline en m'envoyant de son chevet une série de lettres et de documents à ce sujet, il me fit dire par sa secrétaire Fotiéva: « Mais n'entrez pas en négociations avec Staline, car il fera un compromis pourri et puis trompera. » Cette qualité, Staline l'a développée infiniment depuis. Ainsi, avec les pitoyables accusés du procès, il fit un « compromis pourri » (contre moi) et puis trompa ses partenaires, dont les mains et les pieds étaient liés. Et combien il trompa!

Au banc des accusés, comme je l'ai dit, il n'y avait que seize hommes. Mais incidemment, par les accusés qui faisaient fonction d'accusateurs et d'auto-accusateurs, une multitude de noms a encore été nommée. L'ancienne femme de Smirnov, Safonova, a été appelée de la prison comme témoin contre son ancien époux. Elle aurait été officier de l'Armée Rouge et aurait monté un complot « trotskyste » parmi les officiers rouges. Comme Reingold dans le procès des seize, Safonova me paraît devoir jouer dans le procès à venir le rôle de l'agent principal du Guépéou. Mais elle devra payer ce rôle comme Reingold, c'est-à-dire de sa propre vie.

Je trouve des paroles étranges dans la déposition de Reingold. Il prétend s'être chargé d'essuyer, après la prise du pouvoir par les conspirateurs, les traces des actes terroristes. Comment? « Par l'anéantissement physique des fonctionnaires du Commissariat de l'Intérieur (Guépéou) qui pouvaient avoir eu connaissance de la préparation des actes terroristes, ainsi que de ceux qui avaient pratiquement exécuté ces actes. » En d'autres mots: les misérables coquins transposent dans la pensée des accusés cette même besogne sanglante que la Guépéou exécutera sur les accusés eux-mêmes, le lendemain en fait.

Encore un trait qui jette une lumière horrible sur la clique bonapartiste. Les commentaires du procès dans « la Pravda » sont écrits par Saslavski qui, à chaque ligne, suppose prouvée ma liaison, ainsi que celle d'autres, avec la Gestapo. Ce Saslavski était en 1917, dans le journal financier « Dien » (Le Jour), l'ennemi le plus acharné des bolchéviks. A l'époque, il accusait Lénine, moi et les autres, d'être au service de l'état-major allemand. Dans une série d'articles de 1917, Lénine répéta stéréotypiquement: « Saslavski et autres coquins... » Maintenant, ce coquin défend le « bolchévisme » de Staline contre nous, accusés d'agents de la Gestapo. Nulle fantaisie théorique ou poétique, ni celle d'un Marx ni d'un Shakespeare, ne serait capable d'inventer de telles combinaisons. Mais la vie pourtant sait en produire.

J'espère encore voir démasqué ce crime inégalé. Par cette lettre, je veux aussi quelque peu y contribuer. Le reste viendra avec le temps.

27 août 1936.

Léon TROTSKY.

(Publié par le Service d'Information et de presse du Centre pour la IVe Internationale.)

Allemagne

La Gestapo condamne "ses agents"...

La meute stalinienne dénonce les bolchéviks - léninistes comme des agents de la Gestapo. Ce mensonge, l'Humanité le répète en exigeant en même temps les mesures répressives les plus dures contre la presse de calomnies.

Mais la Gestapo, les hitlériens frappent violemment sur leurs prétendus agents. Ces jours-ci, à Dusseldorf, devant le tribunal spécial, et à Berlin devant le « tribunal populaire », sont passés douze bolchéviks-léninistes allemands de Gelsenkirchen.

Le camarade Paul Maass a reçu huit ans de détention, Werner Goldschmied six ans, Karl Maerz cinq ans, la camarade Albertine Kij deux ans.

Au total, plus de cinquante années de détention ont constitué le « sa[illegible] agents de la Gestapo ».

Pour sauver ces combattants, pour libérer les milliers et les milliers d'emprisonnés d'Hitler, il faut pratiquer une politique internationaliste qui ranimera la combativité des travailleurs d'Allemagne, il faut dénoncer et combattre la politique de réconciliation avec le drapeau tricolore, laquelle renforce de l'autre côté du Rhin le drapeau à la croix gammée.

France

La marine républicaine

Échos du bagne de Toulon

JADIS, Toulon fut tristement célèbre par son bagne. Les auteurs bourgeois martyrologues sentimentaux — Victor Hugo en particulier — décrivirent les horreurs du bagne de Toulon, dont Jean Valjean fut le héros légendaire

Aujourd'hui, le bagne militaire seul, subsiste.

Quand on longe le mur d'enceinte de l'Arsenal, de la Place Saint-Roch à la Porte Cartignean, on peut voir une masure rébarbative dont les murailles grisailles surplombent les autres bâtiments. L'attention est attirée par des panneaux en bois qui garnissent des rangées cruellement symétriques d'ouvertures que l'on soupçonne être des fenêtres. Cette masure qui, tour à tour, a quelque chose du couvent et de la caserne, est la « Maritime », la prison maritime de Toulon, la machine infernale à fabriquer en série les forçats des bagnes militaires (Calvi et Oléron). De l'avis des marins que j'ai connus à Toulon « tout ce que les journalistes bourgeois ont écrit sur la Maritime, ne sont que de vains bavardages. Les détenus qui sortent de la Maritime ne sont même jamais très affirmatifs sur ce qui s'y passe. Car d'une cellule à l'autre, on ne sait pas toujours ce qui s'y passe. On entend plutôt qu'on ne voit. Ce que je puis dire avec affirmation, ce sont ces quelques lignes par lesquelles je m'efforce de retracer le plus parfaitement possible les derniers aveux que j'ai recueillis de la bouche de marins punis.

« A la « Maritoche » il y a des gars qui font tout pour se faire punir pour vol afin d'aller terminer leur temps « au droit commun » parce que c'est moins dur ! »

« A la Maritime, les saccos, seconds maîtres, premiers maîtres, ont droit de mort sur les hommes punis. Le moindre retard, la moindre hésitation dans l'exécution d'un ordre se traduit par des coups. Et je suis certain qu'un de mes camarades qu'on a dit s'être suicidé d'un coup de revolver, a été abattu par un sous-off. »

Ces marins étaient encore punis. La répression pesait encore lourdement sur leurs épaules. Je n'ai pas pu avoir de précisions plus exactes. Mais je suis certain que leurs paroles étaient sincères. Ce qui est certain, c'est qu'à la Maritime, on corrige les hommes punis à coups de pieds, de poings et quelque fois même à coups d'armes à feu si l'on en croit l'aveu d'anciens pensionnaires courageux.

Sans parler des corrections physiques que nous avons assez exactement entendu énumérer lors du célèbre procès militaire des mutins de Calvi, en 1931, à Toulon, le régime cellulaire, le « mitar » serait déjà une punition assez atroce moralement et physiquement. On ne peut s'imaginer ce que sont les cellules. Jamais les journalistes n'ont eu la possibilité de visiter la Maritime. « Détective » et autres journaux s'apitoyant quotidiennement sur le régime des prisons de droit commun, n'ont jamais osé franchir les enceintes des bagnes militaires. Un soldat n'est plus citoyen. Il est moins qu'un citoyen dont il a perdu les droits les plus élémentaires. Le soldat est l'esclave moderne de l'appareil d'Etat capitaliste; le soldat est moins que le dernier des scélérats. Il appartient intégralement à l'armée qui a le droit le plus absolu de faire ce qu'elle veut de sa personne et de sa peau. L'armée garde jalousement ses martyrs. Et quel que soit le gouvernement au pouvoir : Front Populaire ou Front National, « Détective », qui s'apitoie en général sur « tous les damnés de la terre », se garde bien de marcher sur les plates-bandes de l'Autorité militaire. Clairvaux est une rigolade à côté de la Maritime. Dans les cellules des maisons d'arrêt, il fait relativement jour. A la Maritime, les cellules sont perpétuellement plongées dans l'obscurité. Au droit commun, on a un lit, à la Maritime, un engin de torture, composé de trois barres de fer transversales et de deux barres longitudinales, avec un rectangle en tête comme oreiller. Au droit commun, on a un matelas, deux couvertures l'été, trois l'hiver, une paire de draps, une serviette, un tabouret, une table; on peut se procurer de quoi écrire, quelquefois des livres. A la Maritime, comme tout mobilier, on a une seule et unique couverture toute l'année, pas même un bout de toile pour pleurer. Au droit commun, les prisonniers qui sont des voleurs, voire même quelquefois des assassins, ne sont pas outrageusement maltraités par les gardiens. A la Maritime, les gardes-chiourmes frappent les marins punis souvent pour des peccadilles, des gamineries, à coups de crosse, à coups de pied. Dans un prochain numéro de « La Commune », nous traiterons des motifs pour lesquels des sous-officiers et des officiers ont livré des marins au bagne militaire. Et nous nous convaincrons que l'armée bourgeoise est l'appareil de l'Etat capitaliste , tout à la fois pitoyable et impitoyable.

Le Maroc sous le joug

Peyrouton a été remplacé par Nogués. Le colonialisme sévit aussi brutalement. Il y avait des Marocains qui croyaient qu'avec le Front populaire ils pourraient penser et se réunir librement. Ils ont été lourdement détrompés: une réunion interdite, plus de 200 arrestations, des condamnations à la pelle de 1, 2 et même 3 années.

Moutet, l'homme au grand cœur, susurre Mme Paz dans Le Populaire, *jetant le voile sur cette répression. Et l'*Humanité *se tait tandis qu'au Maroc même le parti communiste « français » désormais autorisé par le général républicain Nogués, publie une affiche accablant les Marocains condamnés.*

Cette politique — comme toute la politique Front populaire — est un auxiliaire puissant du fascisme. Elle risque de rejeter des millions de Marocains vers Franco, l'agent habile des impérialismes rivaux.

La haine légitime des peuples coloniaux contre les oppresseurs, nous devons la faire servir à la libération des travailleurs du monde entier. Les travailleurs de France exigeront l'amnistie pour les Marocains, l'abrogation de l'odieux code de l'indigénat. Ils aideront les peuples opprimés à se révolter et à se libérer de l'impérialisme.

NOTE DE LA RÉDACTION

Nous sommes obligés de remettre les articles concernant les jeunes au numéro de la semaine prochaine, spécialement consacré aux jeunes.

Jeunes travailleurs, adressez-nous votre correspondance.

Dans « la Pravda », ce même Saslavski accuse Trotsky et les bolchéviks-léninistes d'être des agents de la Gestapo.

Saslavski et autres coquins chantent aujourd'hui les louanges de Staline.

Dans le journal réactionnaire « Dien », un nommé Saslavski accuse Lénine, Trotsky et les bolchéviks d'agents de l'état-major allemand.

« Saslavski et autres coquins... », écrivait Lénine dans une série d'articles.

M. L'AMBASSADEUR, REPONDEZ !

Notre organisation a délégué neuf camarades pour obtenir de vous trois visas de passeports pour l'U.R.S.S. Vous avez refusé et de recevoir nos camarades et d'accorder tout visa. Comme nos camarades protestaient énergiquement, vous les avez fait arrêter, vous les faites poursuivre...

Pourquoi ne pas autoriser l'enquête de nos militants en U.R.S.S., s'il est évident que les trotskystes sont liés à Hitler ?

Pourquoi refuser une Commission d'enquête ouvrière ?

La vie du Parti Communiste Internationaliste

:: ACTIF DE LA :: REGION PARISIENNE

Réunion samedi 19 décembre, à 20 h. 45, Salle du Restaurant Benoit, 75, faubourg Saint-... ... ... Martin ... ...

PRESENCE OBLIGATOIRE

Aux militantes et sympathisantes

Une réunion aura lieu le lundi 28 décembre pour les militantes et sympathisantes en vue d'examiner les tâches des femmes pour la lutte et le défaitisme révolutionnaire en temps de guerre.

Elle se tiendra au Café des Deux Hémisphères, angle de la rue du Château-d'Eau et du faubourg Saint-Martin.

Nous demandons à toutes nos camarades de réserver cette soirée.

Une assemblée de la région parisienne

Une importante assemblée de l'actif de la Région parisienne s'est tenue le samedi 12 décembre. Elle entendit tout d'abord un exposé de l'état de l'organisation depuis le congrès du 10 octobre, les groupes et les liaisons reconstitués, le travail entrepris, les résultats obtenus groupe par groupe.

Sur ce point, une discussion s'ensuivit, courte, mais dans laquelle deux points furent particulièrement l'objet de l'attention des camarades : a) la nécessité que tout soit fait pour que l'organisation puisse fonctionner en toutes circonstances ; b) la nécessité pour que chaque membre prenne conscience de la gravité de l'heure et agisse en révolutionnaire qui place son activité militante avant toute considération d'ordre personnel, familial, etc.

L'assemblée, en présence des provocations staliniennes contre Trotsky, adopta le télégramme dont nous donnons le texte par ailleurs.

Ensuite, s'engagea un débat sur la situation politique. La question de la guerre impérialiste, qui domine le développement de la situation et la position à adopter à l'égard de l'Espagne, suscitèrent de nombreuses interventions. Mais le débat ne fut pas épuisé au cours de la réunion et il fut décidé qu'une seconde assemblée se tiendrait le samedi suivant.

***

Le Comité Central des 16 et 17 janvier

Le Bureau Politique, dans sa dernière réunion, a décidé la convocation pour les 16 et 17 janvier d'un Comité Central, avec la présence des membres de province. A l'ordre du jour de ce Comité Central sont portées les questions suivantes :

Rapport d'organisation ;
Rapport politique ;
Les Jeunes ;
Questions internationales.

Un Bulletin intérieur est en route pour la préparation de ce Comité Central ; les camarades qui ont des articles à faire passer sont priés de les adresser d'urgence.

***

Pour les révolutionnaires d'U.R.S.S.

Le Comité d'enquête pour le procès de Moscou vient de nous adresser une réponse suivant laquelle celui-ci a chargé son Bureau de lui présenter un rapport sur notre demande formulée dans la lettre que nous avons publiée dans le numéro précédent de « La Commune ». Ainsi se trouve esquivée notre participation à ce meeting. Le B.P. a pris des dispositions pour faire connaître notre point de vue à ce meeting par un tract dans lequel nous proposons l'organisation d'une manifestation devant l'ambassade soviétique.

Deux controverses

Les dates et dispositions ont été arrêtées pour la tenue de deux controverses, l'une sur les problèmes de la guerre, l'autre réservée aux membres des organisations d'avant-garde sur la formation de la IVe Internationale, la crise parmi ses partisans, ainsi que sur les méthodes de calomnie employées en guise d'arguments politiques.

La première aura lieu *le 11 janvier à la Mutualité*, la seconde *le 23 janvier*. Des indications détaillées seront données dans le prochain numéro. Nous demandons à nos lecteurs de retenir ces deux dates.

***

Nos groupes au travail

Le rayon du XIIe a tenu une réunion publique jeudi 10, à laquelle assistèrent environ 70 ouvriers. Les exposés de nos camarades furent écoutés avec la plus vive attention, et à maintes reprises applaudis. A la fin de la réunion, des adhésions furent recueillies, des liaisons furent prises.

Les groupes du XIVe et du XIXe, tout en continuant d'assurer leur travail local, s'occupent de mener un travail d'entreprises.

Le groupe d'Argenteuil a édité un tract pour les chômeurs.

A Choisy, notre groupe se constitue avec des camarades venant du P.O.I. à la suite des injures parues contre nous.

***

En province, nos groupes poursuivent leur travail, malgré les difficultés considérables de la situation actuelle.

Lyon a pris contact avec des camarades nord-africains.

Un groupe est constitué dans les Côtes-du-Nord avec des militants qualifiés.

COTES-DU-NORD: DINAN

Les camarades de Dinan et de la région désireux d'adhérer au P. C. I., sont priés d'envoyer leur demande d'adhésion à Ribourg, 66, faubourg Saint-Martin, Paris (10e), qui les mettra en relation avec le responsable du parti pour le département des Côtes-du-Nord.

A partir du prochain numéro de « La Commune », on pourra lire chaque semaine un article sur l'action de classe à mener tant à Dinan que dans le département.

Cours Lénine

Le prochain cours qui aura lieu lundi prochain 21 décembre traitera de

La Troisième Internationale (suite) (le 2e et le 3e Congrès de l'I.C.)

C'est l'avant-dernier cours de la première série (Histoire du Mouvement Ouvrier Mondial) qui se terminera le 28 décembre par une dernière leçon sur la période déclinante (1924 à 1936) de l'Internationale Communiste.

Une seconde série de cours est d'ores et déjà prévue dont nous tiendrons nos lecteurs au courant. Cette série de cours ne commencera que le 11 janvier 1937.

Militants du P.C.I. prenez bien note.

Dans un précédent numéro, nous avons donné un état de nos rentrées de fonds. Nous continuons ci-dessous la publication détaillée de nos ressources.

Tous nos lecteurs qui s'intéressent à notre journal doivent nous adresser leurs critiques tant sur son contenu que sur sa présentation, mais ils doivent comprendre aussi l'effort financier qu'exige la parution régulière d'un journal soigné, et nous faire parvenir au plus tôt le montant de leur abonnement. **(Chèque postal G. Brausch, 177-307, Paris, 66, faubourg Saint-Martin.)**

Il faut que tous les camarades comprennent que seul un effort collectif assurera la parution régulière de *La Commune*, et nous aident à la faire vivre.

Camarades,

Adressez-vous votre phalange chaque semaine, pour le numéro en préparation.

Collectez dans toutes les réunions ouvrières,

Augmentez au maximum la vente à la criée,

Envoyez immédiatement les fonds recueillis au centre.

Vente criée. — onzième, 231; douzième, 75; quatorzième, 296; quinzième, 55; dix-huitième, 145,50; dix-neuvième, 164; vingtième, 70; St-Denis, 95; Vitry, 52; Argenteuil, 92; Suresnes, 78,50; Lyon, 112,50; Le Havre, 105; Clichy, 77,25; Marseille, 22; Metz, 63; Poitiers, 13. *Total*: 1.746,75.

Phalange. — Fauss., 200; Ray, 115; J.M., 310; Archam, 60; Fonthie, 30; Roger, 10; Essem, 155; Morga, 25; Clichy, 85; Meche, 10; Jumon, 10; Deglise, 10; Laugen, 20; Marius, 20; Paul, 20; Joseph,50; Georgin,6; Serge,5 ; Carl,10; Berre, 25. *Total:* 1.176.

Souscription. — Liste Le Bourreur, 200; n° 525, 75,50; 530, 65; 490, 57,25; 498, 79; 559, 64,50; n° 581, 55,50; 572, 26; 563, 38; 547, 129; 529, 83; 477, 74; 556, 55,50; 399, 31,25; 416, 18; 463, 42; 482, 28,50; 514, 48; 538, 87; 601, 73,25; 575, 39,10; 454, 70. *Total:* 1.439,35.

Total général : 4.362,10.

Saint-Etienne. — « La Commune » est en vente aux kiosques suivants : Place Bellevue, place du Peuple, place de l'Hôtel-de-Ville, place Jean-Jaurès.

La vente à la criée a lieu chaque **dimanche matin devant la Bourse du Travail, cours Victor-Hugo.**

La Ricamarie. — Journaux, place de la Liberté.

Le Chambon-Feugerolles. — Librairie Perrier et Tabac, place Jean-Jaurès.

Firminy. — Journaux, place du Breuil.

Saint-Chamond. — Tabac-journaux, cours Montgolfier.

Le Havre. — Bureau de tabac Hamel, quai de la Marne (près du Pont III).

CONVOCATIONS

÷ P. C. I. :

Bureau politique : Lundi, 18 h. 30, même lieu.

Commission administrative : Mardi à 19 heures. Réunion.

Jeudi, à partir de 19 heures, expédition collective.

Comité de Rédaction: samedi, 20 h. Discussion du numéro paru et collaboration du prochain numéro.

÷ J. C. I. :

Commission centrale : Mardi, 20 h. 30, au Siège.

RAYONS :

XIIe : Mercredi, 20 h. 30, lieu habituel. Dimanche 10 h. 25, lieu habituel pour la vente.

XIVe-XVe : Mardi, 20 h. 30, lieu habituel.

XIXe : Mardi, à 21 h., bureau, lieu habituel.

Saint-Denis : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Clichy : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Puteaux-Suresnes : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel.

Choisy-Vitry : Chaque vendredi, lieu habituel, réunion à 20 h. 30. Dimanche, Marché de Choisy, vente.

RAYON DU XIVe

Permanence tous les dimanches, de 10 heures à midi, au Clair de Lune, 15, rue de Vanves.

Escamotage d'un budget

De même qu'il faut au moins un curé pour dire une messe, la présence du ministre responsable était jusqu'à ce jour nécessaire pour faire voter un budget. Le Gouvernement de Front Populaire, au moins en ce qui concerne le budget, a changé cela et lorsque M. Gasnier-Duparc, ministre de la Marine, est arrivé à son banc, vendredi dernier, le budget de la Marine venait d'être voté en quatrième vitesse.

En fait, les parlementaires viennent de démontrer, au cours de ces dernières séances, que les dépenses et les recettes de la Marianne bourgeoise pouvaient être approuvées sans ministres et sans députés, avec seulement la présence de quelques « boîtiers » représentant leur groupe respectif, et il faut remonter en 1934, sous le ministère Doumergue abhorré du Front Populaire, pour trouver un précédent à la précipitation inouïe avec laquelle les différents chapitres du budget français sont posés, avalisés, escamotés.

La droite s'en indigne, et les gauches en tirent vanité. Fin du contrôle parlementaire et retour aux « lits de justice » de l'ancien régime, disent les premiers. Manifestation de réalisme et d'activité, exultent les seconds. Les travailleurs de la ville et des champs, qui ne sont présents que pour payer le percepteur et jamais pour discuter ou contrôler les dépenses, estimeront comme nous que le budget de 1937 ne mérite ni ces éloges, ni cette indignation. Le budget de 1937 est un budget de classe, imposé aux travailleurs, comme le furent ceux de 1936 et tous les autres, depuis la fondation de la République !

Avec une aggravation, cependant. Le budget de 1937 exige des crédits accrus pour la guerre et tout ce qui se rapporte, directement ou indirectement, à elle. Intérieur, colonies, agriculture, air et commerce comportent des chapitres complémentaires des budgets spécifiques de la Guerre et de la Marine, et de l'ensemble résulte — inévitablement — un déficit réel plus lourd que celui de l'an passé. Le déficit grossit d'année en année et, nous l'avons déjà indiqué, dépasse aujourd'hui 20 milliards.

Autre différence. Aux cours des précédentes législatures siégeait « classe contre classe », un groupe de députés qui prétendaient, face aux droites et aux gauches, représenter les intérêts spécifiques et indépendants du prolétariat et menaient la bagarre contre l'ensemble du budget, mais plus particulièrement contre les crédits militaires, contre ceux de l'Intérieur, contre les fonds secrets. Aujourd'hui, socialistes de gauche et communistes ont soigneusement enfoui le programme de la Révolution prolétarienne dans les sous-sols du Front Populaire, et en votant unanimement, sans restriction aucune, tous les chapitres du budget bourgeois, en approuvant les crédits de guerre et de répression, ils achèvent d'en murer soigneusement toutes les issues sous un ciment d'union sacrée.

Ces considérations d'ensemble étant rappelées, le détail des débats parlementaires est bien superflu.

La Commission des Finances a donné l'exemple de la hâte. La Chambre a obéi au mot d'ordre. Jeudi dernier, trois heures ont suffi à présenter et à faire adopter l'ensemble de la loi de finances, c'est-à-dire les recettes prévues pour 1937.

La journée du vendredi a été suffisante pour que soit escamoté, à un rythme-record, le vote de neuf budgets; et la matinée du samedi a permis d'adopter les crédits de trois autres. Au moment où nous écrivons ces lignes, c'est l'agriculture qui est en discussion et si cette discussion se prolonge quelque peu, voyez-en la cause dans le souci qu'ont les députés ruraux de se tailler un petit succès électoral et publicitaire dans leur propre circonscription...

On a bien donné un prétexte à cette procédure d'extrême-urgence : la nécessité d'éviter les douzièmes provisoires.

La vérité est que les 72 bolcheviks émasculés qui représentent la politique stalinienne associée à la bourgeoisie française s'accommodent fort bien et au besoin suscitent cette rapidité, car un débat public les obligerait trop visiblement à défendre aujourd'hui les chapitres d'un budget qu'ils condamnaient hier.

La majorité parlementaire, communistes compris, évite la discussion sur un budget qui exprime et concrétise « sa » politique.

A parti révolutionnaire prolétarien travail collectif

Des camarades nous ayant fait part de leur étonnement de la non-signature des articles du journal « La Commune », organe central du Parti Communiste Internationaliste, le Bureau politique tient à faire connaître à cet égard : « Le Bureau politique du P.C.I., dans sa séance du 21 octobre 1936, s'inspirant des actes de l'Internationale Communiste durant ses quatre premiers congrès, résolu à mettre en application les décisions d'autant plus salutaires pour le mouvement ouvrier que le stalinisme les a reniées, bafouées, abandonnées ; conformément à la décision du IVe Congrès de l'I.C., fin 1922, consécutivement à la crise de la S.F.I.C. et la lutte contre l'individualisme, l'arrivisme, le journalisme petit-bourgeois au sein du Parti.

« Décide que la publication du journal « La Commune » engageant la responsabilité du Parti Communiste Internationaliste dont elle est l'organe central, les articles ne seront pas signés. »

REGION DU RHONE

Tous les samedis

de 17 heures à 19 h. 30

Permanence :

Café « A ma Vigne »

7, rue Sainte-Catherine

Terreaux

LES NOTRES

MOURALOV

Ce « bon géant » simple, sans pose, toujours d'humeur égale militait depuis sa fondation, dans la fraction bolchévique de la social-démocratie russe.

Après de sommaires études d'agronomie, il devient un militant professionnel et participa à Moscou à la révolution de 1905.

En 1905 à Serpoukov il tire sur l'un de ses agresseurs au cours d'un pogrome de Cent-Noirs et, arrêté pour meurtre, il est acquitté après deux ans d'emprisonnement.

Soldat dans une compagnie d'équipages automobiles il mit ses fréquents déplacements sur le front au service de la propagande du Parti.

La révolution d'octobre le trouve à Moscou où il dirigera les huit jours de combats acharnés terminés par la victoire de l'insurrection. L. Trotsky a dit de lui qu'il fut un « intrépide maréchal de la guerre révolutionnaire». Après la victoire sur les blancs, il sera nommé premier commandant de la circonscription militaire de Moscou.

Son « indissoluble amitié combative et politique » avec Trotsky datait des journées de juillet 1917 et devait se prolonger par delà les années d'ascension de la révolution, jusque dans la déportation et l'exil.

Ce dur entre les durs que Staline envoya en Sibérie dès le début de 1927 non seulement ne capitula jamais, mais ne comprenait pas qu'on pût se poser même la question de la capitulation. Un homme de cette trempe, un révolutionnaire internationaliste de cette classe est un danger permanent pour la caste incontrôlée et conservatrice des bureaucrates. Aussi cherche-t-on à l'abattre. Et pas seulement physiquement! On veut auparavant le déshonorer en accolant son nom à celui de la Gestapo. Toutefois la ficelle est un peu grosse et Mouralov a dans le monde des camarades qui ne laisseront pas assassiner un militant aussi profondément honnête et courageux.

la doctrine et l'histoire

Sur le mot d'ordre du gouvernement BLUM-JOUHAUX-THOREZ

Nous avons défendu depuis plusieurs semaines le mot d'ordre : gouvernement Blum-Jouhaux-Thorez sous le contrôle des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Nous n'avions pas vu une critique quelconque sur ce mot d'ordre, jusqu'à un récent numéro de la *Lutte Ouvrière* où ce mot d'ordre est traité par le mépris en moins de dix lignes au milieu de plusieurs colonnes d'injures. Une démonstration politique aurait pu présenter quelque intérêt, mais c'est peut-être se montrer trop exigeant. Quoiqu'il en soit, l'occasion est bonne pour que nous examinions ce mot d'ordre d'un peu plus près qu'il est possible de le faire dans un article éditorial.

⁂

La situation politique présente en France se caractérise essentiellement par un déplacement à gauche des grandes masses travailleuses. Ce déplacement déjà perceptible aux élections de 1932 a reçu une impulsion du coup de fouet réactionnaire du 6 février 1934, s'est montré avec netteté dans le courant de l'année 1934 et n'a cessé de s'amplifier en 1935 et 1936. La grève générale de juin 1936 qui en a été l'expression la plus imposante a marqué l'entrée de la France dans une période révolutionnaire.

Mais quel est le point faible de ce mouvement des masses vers la révolution? C'est l'absence d'une organisation reconnue par de larges couches comme son avant-garde, comme le parti de la révolution. Les masses, même en pleine fermentation, restent remplies d'illusions et de préjugés. Elles accordent leur confiance actuellement aux partis socialiste et communiste, ou plus exactement à l'unité d'action de ces deux partis. Aux élections, d'abord aux élections cantonales de 1934 et ensuite aux élections législatives de 1936, elles ont voté non pas d'une façon générale pour le Front Populaire mais pour les socialistes et les communistes dans le Front Populaire. Le parti radical n'a pas mordu sur elles.

Or, après les élections, le Gouvernement a été constitué par les radicaux et les socialistes, sans la participation des communistes. Et les nombreuses déceptions causées par la politique du Gouvernement, les masses les rejetent avant tout sur les radicaux. Qui a été au Vel-d'Hiv' a remarqué que si Blum était accueilli au cri de: A l'action Blum! et écouté, le radical Campinchi était sifflé, conspué et ne pouvait que péniblement se faire entendre. Daladier et Delbos ne sont pas précisément portés dans leur cœur par les travailleurs. Pour nous, bolcheviks-léninistes, il est clair que Blum et Thorez sont tout aussi responsables que Daladier, qu'ils sont et seront tout aussi impuissants parce qu'ils ne mettent pas en cause la structure capitaliste de la société. Mais pour les larges masses, si ça ne va pas, c'est la faute aux radicaux.

Alors que devons-nous faire? Aider les masses à faire leur expérience. Les radicaux leur paraissent des obstacles, alors crions : A bas les ministres radicaux! Tout comme nous, la *Lutte Ouvrière* lance ce mot d'ordre. Mais quel sens précis ce mot d'ordre peut-il avoir lorsqu'il est défendu devant un auditoire ouvrier. Celui-ci en s'y joignant, en criant : A bas les ministres radicaux! ne songera pas à porter au pouvoir les bolcheviks léninistes ou pour instituer la dictature du prolétariat. Il voudrait voir au Gouvernement les hommes en qui il a confiance. Il y a le danger d'une équivoque qu'il faut éviter. Comment y parvenir?

Le parti révolutionnaire n'a pas à hésiter. Il doit d'abord affirmer aux masses que seul le pouvoir des ouvriers et des paysans organisé sur la base des conseils armés de travailleurs pourra changer la face du monde. Puis il doit leur dire : Vous ne croyez pas encore ce que nous vous disons, vous avez confiance dans ces vieux partis, nous vous aiderons à faire l'expérience : obligez-les à prendre leurs responsabilités, mais en même temps créez vos organismes pour les contrôler, les surveiller, pour agir vous-mêmes. C'est simplement cela, le sens du mot d'ordre : le Gouvernement Blum-Jouhaux-Thorez, contrôlé par les conseils. Nous disons « contrôlé » et non « appuyé et contrôlé » comme voudraient nous le faire dire les rédacteurs de *la lutte Ouvrière ;* il y a une nuance. Nous laissons à ces rédacteurs une célèbre manchette de *Révolution* où il était question du soutien du Gouvernement Blum.

⁂

Cette tactique, mais les révolutionnaires l'ont pratiqué vis-à-vis des réformistes en maintes circonstances quand aux élections, au second tour, on se désiste pour un réformiste — parti socialiste et parti stalinien sont aujourd'hui à ranger ensemble sous la même étiquette de réformiste —, on ne dit pas aux ouvriers qu'on a confiance dans le réformisme ni dans les partis en question, on ne veut pas s'opposer à l'expérience des masses. Dire : A bas les ministres radicaux, et nous reprocher de dire aux masses : forcez Blum-Jouhaux-Thorez à prendre leurs responsabilités, c'est tout simplement peu sérieux.

Ce mot d'ordre, nous ne l'avons pas non plus découvert. Que les rédacteurs de *la Lutte Ouvrière* se donnent la peine de lire la brochure de Trotsky « *Où va la France ?* » Dans une étude écrite en octobre 1934, ils pourront trouver ceci :

« Les dernières élections cantonales ont donné un acroissement de voix socialistes, et surtout communistes. En lui-même, ce fait ne règle rien. Le parti communiste allemand, à la veille de son effondrement, a eu un afflux incomparablement plus impétueux de voix. De nouvelles larges couches d'opprimés sont poussées à gauche par toute la situation indépendamment même de la politique des partis extrêmes. Le Parti Communiste français a gagné plus de voix car, par tradition, il reste, malgré toute sa politique conservatrice actuelle, l' « extrême-gauche ». Les masses ont manifesté par là leur tendance à donner une impulsion à gauche aux partis ouvriers, car les masses sont énormément plus à gauche que leurs partis. »

« Que veut le Front unique? Jusqu'à maintenant, il ne l'a pas dit aux masses. La lutte contre le fascisme? Mais, jusqu'à maintenant, le Front unique n'a même pas expliqué COMMENT il pense lutter contre le fascisme. D'ailleurs, le bloc définitif contre le fascisme ne pourrait être suffisant que si, pour tout le reste, les deux partis conservaient une pleine indépendance. Mais non, nous avons un front unique qui embrasse presque toute l'activité publique des deux partis et exclut leur majorité du prolétariat. De cette situation, il faut tirer toutes les conséquences. La première et la plus importante est celle-ci : LA LUTTE POUR LE POUVOIR. Le but du front unique ne peut être qu'un gouvernement de front unique, c'est-à-dire un GOUVERNEMENT SOCIALISTE-COMMUNISTE, UN MINISTERE-BLUM-CACHIN.

...Le front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il utilise le parlement avant tout pour démasquer l'impuissance du parlement et expliquer au peuple que le Gouvernement actuel a une base extra-parlementaire et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses. »

⁂

La combinaison des chefs socialistes et communistes avec le parti radical, précisément pour échapper à la poussée des masses qui les a obligés à l'unité d'action en opposant à cette pression le contrepoids radical, cette combinaison non seulement ne peut être une raison pour le repousser, mais pour la renforcer. Il n'y a pas dans la période la plus immédiate d'autre succession au Front populaire que son élargissement en vue du Front français et les leviers de commande entre les dirigeants des organisations ouvrières. Cest cette dernière éventualité que craignent les Blum, les Jouhaux et les Thorez, et c'est celle dont veulent au fond les masses.

Thorez à la place de Cachin, il n'y a pas là une découverte. Mais Jouhaux? Pas de découverte non plus, ni de relent du mot d'ordre : le pouvoir aux syndicats. A côté du P. C. et du P. S., la centrale syndicale joue actuellement un rôle politique de premier plan. L'équipe Jouhaux représente une force politique qu'on ne peut pas confondre avec les deux autres directions et qui cherche à tirer aussi son épingle du jeu. En ajoutant Jouhaux à Blum et à Thorez, il ne s'agit pas du pouvoir aux syndicats cher à Chambelland, car nous mettons en avant la nécessité de constituer des conseils des travailleurs, c'est-à-dire de pousser à la dualité du pouvoir; il s'agit de mettre toutes les variétés d'opportunisme au pied du mur pour qu'aucune ne puisse devant les masses rejeter les responsabilités sur les les autres et constituer une entrave au développement des masses sur la voie de la révolution.

⁂

Les rédacteurs de *La Lutte* nous prétendent incapables de jeter un coup d'œil de l'autre côté des Pyrénées. Les lecteurs de ce journal et du nôtre n'auront guère de difficulté pour faire la différence sur cette question comme sur d'autres. Nous n'avons jamais écrit que nous n'avions que des divergences de tactique avec le P. O. U. M., la collaboration dans un ministère bourgeois étant une question de principe. Un parti révolutionnaire ne peut se poser pour lui la participation au pouvoir bourgeois, mais il peut avoir intérêt à ce que des partis suivis par les masses y parviennent. C'est ce que nous avons appris aussi dans « La Maladie Infantile ». Mais tout cela semble lettre morte pour les néos bolcheviks - léninistes de *La Lutte* qui n'ont plus que calomnies et injures à notre égard, en même temps qu'ils s'abstiennent depuis des semaines de se délimiter politiquement des multiples courants confusionnistes qui se manifestent à l'extrême-gauche du front populaire. Le mot d'ordre objet de cet article exprimerait, aux dires de *La Lutte*, la « tendance spontanée » de notre groupe? L'absence de délimitation politique, c'est la tendance tout court de leur groupe, mais cette tendance n'a pas grand'chose à voir avec le bolchevisme.

Les problèmes de la situation en Espagne et les révolutionnaires de France

Un courant prend forme dans le mouvement ouvrier français de renoncer au défaitisme révolutionnaire, donc à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, au profit d'un défensisme révolutionnaire qui n'a guère de traits différents de « *l'union de la nation française* » modèle 1936-1937 de *l'union sacrée.*

Cette conception est directement issue par voie de conséquence du *Vaincre Franco d'abord* qui aboutit à subordonner les forces prolétariennes à la république bourgeoise. Cette question a une importance décisive pour le regroupement révolutionnaire. Le fait que les minorités révolutionnaires *Que faire, Gauche Révolutionnaire,* etc. n'acceptent de liens organiques qu'avec ou dans les partis d'union sacrée et s'obstinent à opposer l'inertie à toute proposition d'action concertée, semble démontrer qu'il y a entre ces minorités et les vieux partis un lien profond, non seulement la crainte de se *couper.*

C'EST CE PROBLEME QUE NOTRE PARTI POSERA OUVERTEMENT DES LES PREMIERS JOURS DE JANVIER.

DANS DES CONTROVERSES DE MILITANTS.

DANS UNE CAMPAGNE PUBLIQUE CONTRE L'UNION SACREE SOUS TOUTES SES FORMES!

POUR LE DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE!

VOILA LES PROBLEMES QUI SERONT CONTROVERSES LE 11 JANVIER :

A LA MUTUALITE.

LES LIVRES

LE PRIX THEOPHRASTE RENAUDOT A M. ARAGON-LE-GATEUX

La comédie des prix littéraires est terminée et, pour sa part, le stalinien Louis Aragon s'est vu décerner le Prix Théophraste Renaudot pour son dernier livre « Les Beaux Quartiers ».

Aussitôt, les bourgeois de clamer à qui veut l'entendre : « Vous voyez bien que nous savons être impartiaux ! » et M. Aragon de déclarer au rédacteur des « Nouvelles Littéraires », venu l'interviewer: « A proprement parler, je ne m'occupe pas de politique active. » Car, n'est-ce pas, on ne sait jamais ce qui peut arriver et mieux vaut, à tout hasard, se ménager une position de repli. Echange de politesses.

M. Louis Aragon vient de ce milieu d'intellectuels bourgeois qui, dans l'après-guerre, fonda « Littérature », « Dada », puis le groupe surréaliste. Avant 1931, M. Aragon écrivait des pages qui avaient tout de même une autre allure que ses déclarations de décembre 1936. C'était l'époque où il parlait de « Moscou la gâteuse ». En 1931, M. Aragon, à la suite du Congrès de Kharkov, se sépara des surréalistes et il se stalinisa. Collaborateur à « l'Humanité », il a fait depuis son chemin, puisqu'il est aujourd'hui directeur de la Maison de la Culture et de la revue « Commune ». En somme, il a fait une belle carrière, et la bassesse qu'il a montrée ces dernières années lui valait bien ce succès. Constamment dans la « ligne », digne successeur des P. U.C. et des Moussinac, il écrivait, à l'époque de la troisième période :

Feu sur M. Léon Blum...

Il déclare maintenant, au micro de Paris-P.T.T., que son livre vise à l'union entre les Français et constitue une réhabilitation du patriotisme. Il dénonce les trotskystes contre-révlolutionnaires et agents de la Gestapo. Tant de docilité méritait bien un prix et la petite fête que « l'Huma » a offert en l'honneur de son nouveau « grand camarade ».

TROTSKI accuse STALINE

LÉON TROTSKI

LA RÉVOLUTION TRAHIE

Traduit par VICTOR SERGE

GRASSET 18 fr.

NOS ENQUÊTES

L'U. R. S. S. est-elle un Etat prolétarien ?

Nos lecteurs trouveront ci-dessous le premier article d'une étude de la question. Ils se rendront compte qu'il n'est pas facile de traiter en un bref article un problème aussi complexe. Répondre par oui ou par non, en traduisant plus un sentiment personnel que l'analyse d'une situation objective, n'apporte pas à une pareille enquête une solution sérieuse.

Or, il ne s'agit pas d'une vaine discussion sur une question théorique. Du résultat de cette discussion, sur les problèmes les plus actuels intéressant la révolution mondiale, surgissent des positions différentes et donc, une action divergente.

Avant d'apporter notre contribution à cette discussion très importante pour tous les révolutionnaires, nous voulons dissiper une équivoque résultant des termes dans lesquels l'enquête a été posée. Il en ressort, en effet, que la défense de l'U.R.S.S. dépendrait, en dernière analyse, de la nature de l'Etat soviétique.

Ainsi, dans *la Commune* du 30 octobre, le milicien qui répond à l'enquête, sans avoir apporté d'éléments précis, se déclare contre l'U.R.S.S. en concluant : « Qu'il importe peu de savoir si la bureaucratie est ou non une classe suivant la terminologie marxiste. »

L'attitude des révolutionnaires dans la guerre impérialiste n'est pas déterminée par la nature réelle ou possible des Etats en présence. Il ne peut s'agir de savoir si tel belligérant est démocrate ou prolétarien; il suffit que nous soyons conduits au massacre par la clique militaro-capitaliste, que nous ayons à faire à une patrie impérialiste et notre tactique est déterminée par le défaitisme révolutionnaire. Nous devons affaiblir notre impérialisme, amener le rapport des forces en notre faveur pour, le moment venu, transformer cette guerre impérialiste en insurrection. Cette tactique reste vraie — nous l'avons déjà exposé — que l'U.R.S.S. soit dans une camp ou dans l'autre. Considérer le problème autrement, c'est accepter les sophismes staliniens et tomber automatiquement dans l'Union sacrée.

Donc, toutes les hésitations, s'il peut y en avoir, sont dans l'attitude que le prolétariat russe doit adopter en cas de guerre. Oui, cette attitude dépend de la nature de l'Etat soviétique. Doit-il d'abord travailler au renversement de la dictature Staline-Vorochiloff ? Ou doit-il se plier sans murmurer à leurs doctrines pour tuer les ouvriers allemands ou japonais ?

⁂

D'abord, posons d'indispensables questions préliminaires :

Qu'est-ce qu'un Etat prolétarien ? Il est assez facile de se mettre d'accord.

Le prolétariat, classe productrice, est spolié par le capitalisme d'une partie de la production (la plus-value) qui est retenue par le capitalisme pour ses besoins de classe et sa consommation. En Etat ouvrier, les prolétaires groupés sur la base de production : usines, communes agricoles, etc., assurent cette production.

Mais, détenant le pouvoir politique, ils en répartissent les produits pour assurer leurs besoins, améliorer leur situation, développer leur culture intellectuelle. Le développement de la production améliore la situation matérielle et morale du prolétariat, la plus-value tse absorbée immédiatement par la classe productrice.

Politiquement, cet Etat sera composé d'une seule classe. Ce qui implique peu à peu la résorption du pouvoir central. Les antagonismes économiques étant réglés une fois pour toutes, sa raison d'être disparaît.

Quand un camarade écrit : « Pour répondre à la question plus directement je déclare : oui, au point de vue social, la Russie est encore un Etat ouvrier, mais au point de vue direction politique, non » (*Commune* du 6 novembre), il y a une erreur fondamentale. Comment un Etat dont la direction politique n'est pas ouvrière, c'est-à-dire où la classe ouvrière ne détient ni le contrôle, ni la direction des moyens de production et d'échange, peut-il « au point de vue social » (il faut sans doute lire structure économique !) demeurer ouvrier ?

Le phénomène du passage d'une forme d'Etat à une autre forme est en constante transformation, ce qui implique des formes intermédiaires. Mais un Etat n'est ouvrier que si la classe ouvrière détient à la fois le pouvoir politique et dirige l'économie. Le but de la révolution est précisément d'instaurer la dictature du prolétariat pour construire un système économique nouveau.

⁂

Examinons maintenant les faits.

Le 7e Congrès de l'I.C. a proclamé « que le socialisme a vaincu définitivement et sans retour en U.R.S.S. » Or, il n'est pas de socialisme possible si le niveau de production de l'Etat ouvrier est inférieur à celui du pays capitaliste le plus évolué. Marx disait : « Le développement des forces productrices est la condition première absolument nécessaire pour cette raison que l'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et, par conséquent, ressusciter sous le vieux fatras. »

La production a été incontestablement développée en U.R.S.S. L'industrie lourde, qui est à la base de toute la production, a été particulièrement poussée. Mais cette production reste encore inférieure à celle de la plupart des pays capitalistes avancés (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, France).

Les normes restent inférieures aux besoins de la population.

(*A suivre.*)

ANDRE LAFOND.

A LA CASERNE

Union sacrée et pleurnicheries

Hebdomadairement, l'Humanité *reprend en feuilleton le mercredi sa propagande pour la démocratisation de l'armée, la dénonciation du fascisme et de sa littérature.*

S'il est exact que seule la presse de droite trouve grâce devant les galonnards, nous ne pensons pas que ce soit un fait nouveau ni bien sensationnel.

L'armée dirigée par un appareil militaire omnipotent n'a jamais été, et pas davantage à l'heure actuelle, *l'armée du peuple, mais un instrument puissant dont la bourgeoisie dispose pour la défense de ses intérêts propres. Les simples soldats ne sont que des automates aveugles, privés de toute personnalité, de toute autorité ou initiative.*

Nous devons rappeler sans nous lasser, au risque de rabâcher les principes les plus élémentaires du marxisme, que les travailleurs n'ont pas à attendre d'amélioration réelle de leur sort tant que le régime capitaliste subsiste. Dans l'armée bourgeoise comme à l'usine, le soldat ne peut espérer une vie plus humaine et principalement une activité qui corresponde à la défense des intérêts des travailleurs en régime bourgeois.

Toute espèce de compromis avec le ministère de la Guerre — réclamant par exemple la suppression de la presse fasciste en promettant de ne pas faire circuler la presse ouvrière — est une duperie infâme. Toutes les plaintes larmoyantes pour attendrir le cœur de Daladier font croire à une lutte réelle au sein de l'armée du capitalisme, alors qu'aucun travail anti-militariste sérieux n'est mené.

Pourquoi rédiger un feuilleton geignard de sept colonnes, parce que la bourgeoisie impose dans « son armée » « sa » presse. Même si cette presse devait être « officiellement » interdite, la bourgeoisie cesserait-elle d'être maîtresse dans les casernes? Quel mouvement puissant des masses lui ferait perdre ce privilège si le Parti soi-disant communiste abandonne même le droit de faire pénétrer la presse ouvrière comme il le déclare textuellement.

M. le ministre de la Défense Nationale partage-t-il nos opinions, à savoir:

1° Interdiction pour tous les journaux quels qu'ils soient, de pénétrer à la caserne.

Ce que nous devons dénoncer à travers toutes ces protestations hypocrites, c'est cette attitude double qui consiste à soutenir à fond la Défense Nationale de la patrie bourgeoise dans les réunions décisives telles que celles de la commission de l'armée et à pleurnicher dans les journaux, brochures et affiches destinés à la classe ouvrière, sur le sort des pauvres petits soldats.

Communistes (ou soi-disant tels), socialistes, gens de « gauche » se solidarisent avec les pires réactionnaires pour réclamer:

a) *Une armée forte, prête à toute éventualité;*

b) *Une discipline ferme au scin de cette armée;*

c) *Un armement perfectionné et puissant (ce qui suppose une instruction militaire pénible et rapide);*

d) *Des crédits militaires toujours plus forts pour entretenir cette armée, et tout le matériel de guerre.*

Quand il a été possible de faire un bloc homogène sur de pareils problèmes, formé des gouvernementaux de l'extrême droite à l'extrême gauche, quand on a pu façonner une pareille « union sacrée » quelle est cette plaisanterie de réclamer la suppression des journaux bourgeois dans les casernes? Les jeunes soldats ne peuvent trouver désormais dans toute la presse que la preuve d'une préparation intense à la guerre et la trahison des partis ouvriers.

Nous ne croyons pas davantage à l'efficacité de l'affiche faite par les Jeunesses Communistes et les Jeunesses Socialistes avec une adresse à Daladier:

Monsieur le ministre,

Les Jeunesses Communistes et les Jeunesses Socialistes tiennent à vous faire part de leur émotion...

Il faut que cela cesse...

...Nous sollicitons de votre part une entrevue.

Même si, dans ces organisations de Jeunesses, il existe un mouvement plus gauche par rapport aux organisations adultes du Parti Communiste et du Parti Socialiste, et malgré l'ordre du gouvernement de faire lacérer cette affiche, nous ne croyons pas qu'il existe d'opposition sérieuse à la politique générale de ces partis, parmi les Jeunesses.

Les Jeunesses Socialistes comme les Jeunesses Communistes ne sont pas sans ignorer la politique d'union sacrée non déguisée de leurs partis pour la Défense Nationale. Elle ne peut être niée par personne.

Sur une question fondamentale comme celle de l'attitude des Partis ouvriers devant la guerre — s'il vous plaît jeunes communistes et jeunes socialistes, une attitude ferme et franche: ou vous êtes d'accord avec vos Partis et votre affiche ne résulte que d'une politique de « Tartuffe », ou vous dénoncez la trahison stalinienne et social démocrate et vous rompez avec ces organisations.

Informations d'Espagne

(*Suite de la première page.*)

Le P.O.U.M., étant donné son minimum de bases doctrinales, a vu naître, dans son sein, une opposition croissante à la paralysie de la dualité du pouvoir en Espagne. Les articles que nous avons publiés et que nous publions par ailleurs le démontrent. Cette opposition s'est manifestée au sommet sous des formes qui sont apparues jusqu'ici comme des plus timides.

La bureaucratie russe ne transige pas, et sous prétexte d'un gouvernement fort, exige le retrait du P.O.U.M. du gouvernement de la généralité et poursuivra son offensive par l'écrasement complet à Barcelone comme à Madrid des forces du P.O.U.M. qui, malgré les fautes de leur direction, n'auront pas abdiqué si ces forces n'adoptent pas une politique sans équivoque.

Les dépêches d'aujourd'hui annoncent que le P.O.U.M. n'appartiendrait plus au gouvernement de la Généralité. En réalité, un parti révolutionnaire ne pouvait s'appuyer que sur les masses (sur une démocratie organisée dans des soviets ou comités) par une politique intransigeante qui eut exprimé les intérêts de classe. Tant que ce parti collaborait au gouvernement, il renonçait par là-même à former les organes de dualité du pouvoir et préparait son propre affaiblissement.

Si le P.O.U.M. est rejeté du gouvernement, la leçon peut servir aux travailleurs marxistes. Il faut créer promptement les organes de la dualité du pouvoir: les soviets, développer une politique révolutionnaire dans l'armée, démontrer que le pouvoir fort sera le pouvoir de l'état prolétarien, qu'il faut en jeter les bases.

En France, il faut poser les événements d'Espagne sur le véritable terrain, à bas le cordon sanitaire contre la révolution. Appui aux organisations ouvrières d'Espagne.

Fraternisation des marins avec les milices.

Rien à la Guerre impérialiste, tout à la Révolution prolétarienne!

Témoignage de la "Batalla" sur les conséquences de la politique du P.O.U.M.

La démocratie prolétarienne n'existe pas.

L'absence d'organisation des masses, soviets comités, juntes, où se discutent, s'élabore et se décide la politique ouvrière, aboutit à ce que les organisations traditionnelles, même les syndicats peuvent freiner la révolution.

L'organisme des masses pour le pouvoir et au pouvoir, la base de l'Etat ouvrier, c'est le Soviet. En freinant la lutte des masses vers le pouvoir, en les contenant dans leurs organismes économiques, on étrangle le développement de la lutte de classe, on ne peut donc tolérer la démocratie ouvrière.

« Revivifier » les organisations de masses, c'est donner un objectif aux masses!

La Batalla *dénonce le fait sans préciser le remède.*

⁂

Batalla, 2-12 (édito.).

Il faut revivifier révolutionnairement toutes les organisations ouvrières

Une révolution exige de toutes les organisations ouvrières le plus grand dynamisme politique et révolutionnaire.

La guerre n'est pas terminée, mais, entre autres obstacles à affronter, il faut vaincre l'esprit d'égoïsme dans lequel a été élevée la partie la moins consciente de la classe ouvrière. Chaque jour nous apporte une nouvelle manifestation du désintéressement général devant les grands problèmes collectifs et de l'impatience à résoudre d'urgence les cas particuliers.

D'autre part, on constate en beaucoup d'organisations syndicales la tendance à empêcher toute vie politique... Les comités s'érigent en dépositaires omniscients des intérêts exclusifs de leurs syndicats et ne convoquent point les assemblées nécessaires à une délibération collective dans laquelle s'exprime le point de vue des masses travailleuses. Pratiquement, la démocratie ouvrière est abolie dans plusieurs syndicats et les dirigeants agissent d'une façon quasi-dictatoriale.

Il est clair que deux courants différents aboutissent à cet état de choses. Les uns estiment sincèrement qu'il est inopportun de soumettre les problèmes à la discussion et à l'approbation des assemblées générales de syndicats. Mais d'autres agissent consciemment d'une manière politique et fractionnelle, s'efforcent d'empêcher que des opinions divergentes puissent se manifester, et, dans le courant révolutionnaire, prendre la direction et lui donner une orientation plus radicale conforme aux journées révolutionnaires que nous vivons...

Cet état de choses ne peut continuer... La démocratie ouvrière, la démocratie syndicale sont autre chose que des formules... En outre, les syndicats constituent une école essentielle pour l'éducation politique des travailleurs.

Les minorités révolutionnaires s'efforcent d'éviter que, du jour au lendemain, leurs syndicats deviennent, par la politique de certains de leurs dirigeants, un frein à la révolution.

Cela est fondamental et requiert toute l'attention de nos lecteurs auxquels nous soumettons ce problème.

⁂

9 Décembre.

L'antifascisme générique engendre la confusion politique

La généralité des partis et organisations antifascistes, dans les régions d'Espagne non dominées par les fascistes... s'accordent à prétendre que, seul, peut exister un grand parti antifasciste basé sur la conservation inébranlable de la république démocratique et qu'il n'existe pas d'aspirations spécifiques de la classe ouvrière indépendamment de la démocratie bourgeoise. Seule, notre voix est discordante parmi cet accord...

C'est une conception bizarre de l'antifascisme, élevé à la hauteur d'un dogme accepté impérativement par toutes les organisations. L'antifascisme générique conduit à des erreurs que l'on peut qualifier de monstrueuses. Un journal a publié récemment les déclarations d'un chef militaire professionnel du front d'Aragon, participant actuellement à l'organisation d'une troupe de choc antifasciste, et menaçant les combattants qu'il organise de sanctionner sévèrement toute manifestation ou propagande politique.

Dans la situation présente, les fractions politiques de la petite bourgeoisie jusqu'à celles de la bourgeoisie catholico-nationaliste ne cachent pas leur intention de conserver leur hégémonie gouvernementale et d'imposer leurs normes économiques... Et ce sont précisément les grandes organisations du prolétariat qui renoncent à leurs objectifs propres, à l'exposition de leur doctrine, assurant ainsi le pouvoir permanent des partis républicains.

...Au milieu de la confusion générale, le prolétariat doit avoir dans ses organisations, et principalement la C.N.T. et la F.A.I., une absolue liberté de critique et d'opinion. Jusqu'à ce jour, c'est seulement notre voix qui s'est élevée à plusieurs reprises pour affirmer nettement les intérêts du prolétariat et la façon de garantir la victoire de la révolution socialiste.

Le danger de voir déformer et dégénérer le mouvement révolutionnaire actuel est plus grand que jamais. La cécité des uns et l'incompréhension des autres compromettent les positions avantageuses que les travailleurs ont obtenues jusqu'à ce jour.

Andrade (Batallà).

SERVICE DE LIBRAIRIE

Le service fonctionne régulièrement et les membres du Parti et sympathisants se doivent de permettre son développement par leurs demandes.

« La crise de la section française de la Ligue Communiste Internationale »

(Réservé aux membres des organisations partisanes de la IVe Internationale) :: Prix : 2 fr.

A BAS L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE !

Le C.C.N. a approuvé Jouhaux et la politique d'asservissement

Contraints par les nécessités de la mise en page, nous n'avons pu mettre que quelques mots sur le C.C.N. tenu l'autre semaine à Paris. Son importance à une heure particulièrement grave de l'évolution de la crise capitaliste, nous oblige à analyser de plus près les grandes lignes qui s'en dégagent. La classe ouvrière va vers de nouveaux combats, vers de nouvelles grèves ; il apparaît de plus en plus certain que des corporations, qui, comme les cheminots n'ont pas bougé en juin, vont être entraînées dans le combat ; le freinage de l'appareil syndical est insuffisant, la colère gronde et va éclater... par suite de la position même des responsables fédéraux et confédéraux. Or, tous les bonzes siégeant au C.C.N., militants communistes et ex-unitaires compris (Frachon, Racamond, Lemaid, Raynaud, Nédelec, etc...), ont approuvé et soutenu la position de Jouhaux.

Il faudra s'en rappeler quand la colère des masses va se retourner vers l'appareil syndical pourri ; tous sont des incapables et des traites, et *et* il ne suffira pas d'expulser un Jouhaux pour le remplacer par Frachon !

⁂

La première partie des débats a porté sur l'affaire espagnole. Nous n'insistons pas longuement, Jouhaux sent le vent et connaît le sentiment de la classe ouvrière. Il a expliqué que la C.G.T. avait manifesté sa solidarité aux révolutionnaires d'Espagne. Comment ? Les souscriptions sans doute et après ? Il a félicité des corporations qui avaient accompli leur devoir de classe comme les cheminots. Mais il a omis de dire que ces travailleurs avaient agi d'eux-mêmes, sans attendre que leur organisation syndicale prenne des responsabilités qu'elle n'a jamais prises. De même si la C.G.T. a refusé au gouvernement l'autorisation de la reprise du trafic avec le Maroc espagnol, c'est que les dockers de Marseille, de Sète, Port-Vendres, etc., refusent de charger les bateaux pour les ports maritimes !

⁂

Voyons maintenant l'autre point important de ce C.C.N., celui concernant l'arbitrage, « la démocratisation » de la grève.

A noter d'abord que les interventions n'ont été ni nombreuses, ni importantes. La voix révolutionnaire ne s'est pas fait entendre, tous se sont rangés aux directives du seigneur Jouhaux !

Et pourtant quelle difficulté pour justifier l'étranglement du prolétariat qui se prépare.

D'abord « l'autonomie » du mouvement syndical semble en prendre un vieux coup, puisque la C.G.T. soutient un texte présenté par le gouvernement, mais voilà « *ce n'est pas nous qui sommes responsables et nous ne pouvions pas en face du refus de la Confédération patronale, ne pas être d'accord avec le gouvernement pour que le projet de loi fût immédiatement déposé* ». Plaignez la pauvre C.G.T., elle est obligé d'épauler le gouvernement à cause des mauvais patrons !

L'inévitable étant là, nous allons voir que l'arbitrage se justifie par l'absurde. En effet, toujours d'après Jouhaux, qui s'est livré à des calculs, si l'arbitrage ne donne pas satisfaction entièrement aux ouvriers, « *la grève dans* 90 % *des cas ne leur donne satisfaction qu'à* 50, 60, *ou* 75 % ». Puis le recours à l'arbitrage gouvernemental a déjà lieu dans la pratique, il ne s'agit donc que de codifier l'usage.

Mais quelle est la réalité ? Si les grèves ne triomphent pas très souvent, c'est que Jouhaux et consorts s'empressent de les briser en acceptant des compromis à 50 ou 60%,qui donnent satisfaction au patronat à 100 %, et brisent la résistance ouvrière ! Si le gouvernement a pris l'habitude d'intervenir dans les conflits, c'est que la C.G.T. l'y a convié, afin que son abritrage émousse la résistance par un compromis donnant d'abord satisfaction au patronat et mettant à son service les moyens de coercition gouvernementaux.

Le suprême argument employé par Jouhaux pour justifier l'arbitrage est celui-ci : « *La situation actuelle est un danger parce qu'en face de nous et depuis un certain temps, les patrons les plus combatifs, ceux qui sont adhérents aux organisations réactionnaires et de combat, se sont aussi organisés* », et rappelant l'assassinat d'un ouvrier à la Savonnerie de Clichy, il a conclut : « *Pouvons-nous laisser se perpétrer une situation de cette nature ? Avons-nous la possibilité d'empêcher que jamais les usines ne soient plus occupées ?* ». A l'agression des bandes fascistes payées et entretenues par le patronat, le secrétaire d'une organisation ouvrière groupant 5 millions d'adhérents, n'oppose que la capitulation; pour que les fascistes n'assassinent plus les ouvriers, il faut que ceux-ci serrent la main des patrons et n'occupent plus les usines. Il n'y a qu'un des traîtres de 1914, un des forbans de l'Union Sacrée, qui pouvait aller aussi loin !

A l'organisation de guerre civile du patronat, on n'oppose pas la capitulation; on appuie les revendications ouvrières par des milices ouvrières ; chaque usine doit assurer sa défense et préparer la lutte.

Cette politique de capitulation, Jouhaux la complète par le garrottage de l'avant-garde révolutionnaire ! Il reconnaît que « *la grève fut souvent déterminée par une minorité révolutionnaire agissante...* », cette minorité entraînant et conduisant une majorité. Cela est proprement intolérable, seule la direction de la C.G.T. doit avoir le droit de décider la grève ! Les ouvriers peuvent attendre ; ce n'est jamais Jouhaux, gavé de prébendes, qui aura à se plaindre et décidera la grève ; seulement il fera tout pour l'empêcher, c'est pourquoi il préconise et défend cet arbitrage obligatoire qui empêchera, paraît-il, une minorité de prendre ses responsabilités et d'appeler la classe ouvrière à la résistance.

⁂

Cette minorité se dessine actuellement. Elle ne peut que se renforcer rapidement. La motion présentée par le syndicat des employés du Hâvre, dénonçant l'arbitrage obligatoire, est un signe indiscutable.

Tous nos camarades, tous nos sympathisants, tous les révolutionnaires, doivent reprendre cette motion devant leur syndicat, en expliquant qu'ils ne veulent pas être prisonniers des manigances jouhautistes, et qu'il est grand temps de s'échapper de la collaboration de classe pour imprimer au mouvement syndical une orientation révolutionnaire.

CHEMINOTS

Et nos salaires ?

Malgré nos multiples réclamations, malgré le mécontentement profond qui s'est traduit dans certains syndicats par des ordres du jour de défiance à l'égard de la Fédération, celle-ci semblait vouloir ignorer jusqu'à ce jour qu'il existait une question de salaire pour les cheminots.

Nous ne voulons pas savoir si nos secrétaires fédéraux n'ont pas trop de difficulté pour atteindre la fin du mois, il est évident qu'en s'en tenant à l'apparence, Demusois ne doit pas mourir de faim! Mais un homme d'équipe ou un cantonnier qui, après avoir poussé la brouette ou empierré le ballast tout un mois, touche 700 ou 750 francs, a le droit de marquer une certaine impatience et de ne pas y trouver son compte.

L'abrogation des décrets-lois n'a pas été une augmentation des salaires des cheminots. Elle n'a fait que leur rendre un pauvre dû. La Fédération l'enregistre comme un succès à son actif; en réalité, les prélèvements institués par les décrets constituaient une défaite. La Fédération avait été incapable d'organiser les cheminots, de préparer la lutte pour qu'ils évitent cette défaite. Les protestations platoniques qu'elle avait émises n'étaient que la reconnaissance de son incapacité.

Or, comme il fallait s'y attendre, la dévaluation n'étant que le moyen de faire payer les pauvres, le coût de la vie a grimpé à une allure vertigineuse malgré toutes les commissions et sous-commissions de surveillance des prix. Dans la région marseillaise, par exemple, l'indice est passé de 601 à 681!

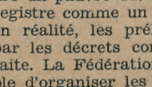
L'émotion de la Fédération commence à se manifester quand la colère secoue les cheminots. Pour les salaires, elle remonte à huit jours, alors que depuis deux mois le journal des royalo-fascistes, le *Rail*, pour le moins plus habile, parle de la revalorisation des salaires. Ce n'est pas que le *Rail* tienne à obtenir une revalorisation des salaires, mais c'est peut-être que la Fédération Nationale craint de mener une action sérieuse pour l'obtenir!

Et nous sommes en droit de demander, devant la procédure qui s'engage, quand obtiendrons-nous satisfaction?

Tout comme pour les 40 heures, une discussion internationale va s'engager; il faudra que l'accord se réalise avec le cartel des fonctionnaires, il faudra que le Conseil national économique soit alerté, il faudra déterminer suivant quelle modalité se fera l'augmentation. Et, pendant ce temps, les cheminots continueront de crever de faim; on les exortera au calme, à la patience, à la discipline, puisque « leurs responsables » défendent leur cause, on les menacera des pires représailles s'ils passent à l'action directe. La pression intolérable qui consiste à dire qu'ils se mettent l'opinion publique à dos en faisant une grève générale sera agitée!

La réalité, c'est que cette grève est redoutée, car il ne s'agirait plus seulement de la semaine de 40 heures et de l'augmentation des salaires, la nationalisation des chemins de fer se trouverait posée, et cela personne ne le veut.

Le lampiste.



TAXI

On annonce en même temps qu'une prochaine augmentation des tarifs des transports en commun et du métro, une augmentation des tarifs de taxis et une augmentation des droits de stationnement pour les petits propriétaires.

Les camarades du taxi sortiront en fin d'année, contre l'orientation syndicale actuelle, pour l'action directe de classes, contre les syndicats professionnels une feuille : « Taxi rouge ».

Nous invitons les camarades, chauffeurs de taxis, à écrire au siège pour l'élaboration de cette feuille et sa diffusion.

DES OPPOSITIONS REVOLUTIONNAIRES contre la politique confédérale

Rejoignez-les !

Une intervention aux tramways de Lyon

Le Tramway, *organe du Syndicat des Employés de Tramways lyonnais, publie dans son numéro du 5 décembre, le compte-rendu de l'assemblée générale de ce syndicat du 31 octobre. Nous y relevons l'intervention suivante du camarade Marchesin contre la politique de collaboration de classe*:

Camarades, vous venez d'entendre l'exposé du secrétaire fédéral Jaccoud. Je pense que le patronat n'a pas trouvé un meilleur avocat contre la semaine de 40 heures et je me demande s'il y a encore des camarades dans la salle qui pensent que cette loi pourra être appliquée.

On nous dit que nous avons discuté à égalité avec les patrons. Or, de quelle égalité s'agit-il ? Est-ce que la C.G.T., qui compte maintenant 5 millions de membres, avait le même nombre de délégués que les patrons, qui sont tout de même moins nombreux ?

On nous dit aussi qu'en vertu des accords Matignon, nous avons obtenu certains avantages. C'est entendu, mais il ne faut pas oublier que ces accords, signés par le Gouvernement, sont intervenus à la suite du mouvement de grève déclenché par la classe ouvrière, qui l'a mis en somme dans l'obligation de donner satisfaction à nos revendications inscrites dans le programme du Front Populaire puisé dans le plan d'action de la C.G.T. Voilà la question. (*Bruit.*)

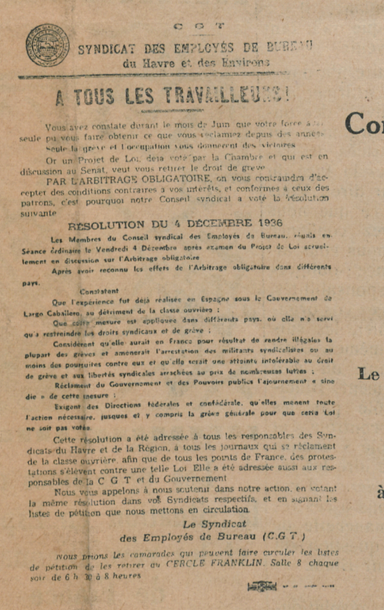
En ce qui concerne les accords Bedouce, découlant des accords Matignon, Fontaine a déclaré que lorsque nous les avons connus, nous avons été obligés d'abandonner certaines revendications. (*Bruit.*) Cela, c'est tout à fait significatif.

Jaccoud nous a dit aussi que les grèves de juin avaient trouvé les ouvriers fortement organisés. Et pourtant, nous avons assisté, au lendemain de ces événements, à un afflux de 4 millions de membres nouveaux au sein de la C.G.T. C'est la preuve que lorsque la classe ouvrière veut agir et agit, on vient à elle. (*Bruit.*)

Je reviens également sur une autre phrase du camarade Jaccoud, qui a déclaré qu'il fallait consolider les avantages que nous avons obtenus. Je veux bien, mais alors, est-ce que nous pouvons faire confiance, par exemple, au camarade Semat, secrétaire général des métaux, qui dit qu'il ne faut plus faire d'occupations d'usines ? Est-ce que nous pourrons maintenir les avantages arrachés à la bourgeoisie et qui cherche à nous les reprendre, en abandonnant nos moyens de lutte ? Je pose la question.

Le plan de la C.G.T. a été en partie réalisé par le Gouvernement du Front populaire, mais en partie seulement, je le répète, car ce plan comprenait aussi la lutte contre les armements. Or, regardez les milliards que l'on dépense à l'heure actuelle pour développer les armements, aussi bien pour l'armée de terre que pour l'armée de l'air. (*Bruit.*)

Pour terminer, on nous a dit que les Compagnies attendaient pour appliquer la semaine de 40 heures, un décret d'administration publique, lequel ne doit être pris que lorsque les ouvriers seront d'accord avec leurs patrons. (*Bruit.*) On nous a appris que des Compagnies avaient déposé leur bilan parce qu'elles ne pouvaient pas faire face à la situation. Est-ce que nous avons à nous occuper de cela ? Je dis non. Lorsqu'une entreprise dépose son bilan, ce sont les ouvriers qui doivent l'occuper et la faire fonctionner. C'est le seul moyen d'arriver à la suppression du patronat. (*Bruit.*)



C G T

SYNDICAT DES EMPLOYÉS DE BUREAU du Havre et des Environs

A TOUS LES TRAVAILLEURS !

Vous avez constaté durant le mois de Juin que votre force à seule pu vous faire obtenir ce que vous réclamiez depuis des années, soit la grève et l'occupation sans donner des victoires.

Or un Projet de Loi déjà voté par la Chambre et qui est en discussion au Sénat, veut vous retirer le droit de grève

PAR L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE, on vous commanderait d'accepter des conditions contraires à vos intérêts, et conformes à ceux des patrons, c'est pourquoi notre Conseil syndical a voté la résolution suivante

RESOLUTION DU 4 DECEMBRE 1936

Les Membres du Conseil syndical des Employés de Bureau, réunis en Séance Ordinaire le Vendredi 4 Décembre après examen du Projet de Loi actuellement en discussion sur l'Arbitrage obligatoire

Après avoir reconnu les effets de l'Arbitrage obligatoire dans différents pays.

Constatant

Que l'expérience fut déjà réalisée en Espagne sous le Gouvernement de Largo Caballero, au détriment de la classe ouvrière ;

Que cette mesure est appliquée dans différents pays, où elle n'a servi qu'à restreindre les droits syndicaux et de grève ;

Considérant qu'elle aurait en France pour résultat de rendre illégales la plupart des grèves et amènerait l'arrestation des militants syndicalistes ou au moins des poursuites contre eux et qu'elle serait une atteinte intolérable au droit de grève et aux libertés syndicales arrachées au prix de nombreuses luttes ;

Réclamons du Gouvernement et des Pouvoirs publics l'ajournement « sine die » de cette mesure

Exigent des Directions fédérales et confédérale, qu'elles mènent toute l'action nécessaire, jusques et y compris la grève générale pour que cela ne soit pas voté.

Cette résolution a été adressée à tous les responsables des Syndicats du Havre et de la Région, à tous les journaux qui se réclament de la classe ouvrière afin que de tous les points de France, des protestations s'élèvent contre une telle Loi. Elle a été adressée aussi aux responsables de la C G T et du Gouvernement

Nous vous appelons à nous soutenir dans notre action, en votant la même résolution dans vos Syndicats respectifs, et en signant les listes de pétition que nous mettons en circulation.

Le Syndicat des Employés de Bureau (C.G.T.)

Nous prions les camarades qui peuvent faire circuler les listes de pétition de les retirer au CERCLE FRANKLIN, Salle 8 chaque soir de 6 h 30 à 8 heures

Contre l'arbitrage obligatoire

Le Syndicat des Employés du Havre s'adresse par tract à tous les travailleurs.

Finir de mendier Exiger et combattre

le chômage

Il faut une fois pour toutes que les chômeurs se fassent une raison. Finissons avec les jérémiades et les larmes et commençons par « exiger ». Le Front Populaire nous a beaucoup promis et on ne se rappelle que trop les belles tirades que notre misère a permises à ces messieurs les futurs députés au mois de mai. Les candidats se disputaient l'honneur et le plaisir de nous donner du travail dans les quinze jours qui suivront leur élections.

Que le chômeur qui s'est fait des illusions un soir, sous un préau d'école, fasse le deuil de ses espoirs, ce ne seront pas ces messieurs, qui n'en voulaient qu'à sa voix d'électeur, qui feront quoi que ce soit pour lui. Qu'est-ce qu'il a fait pour nous, le Front Populaire, depuis six mois ? Il a augmenté l'indemnité journalière de 20 sous et 10 sous pour la femme. Où sont donc les phrases ronflantes sur l'égalité des sexes. Une femme ne touche que la moitié de son mari, c'est-à-dire 5 fr. 50 par jour (à peu près la dépense journalière en cigarettes de Mme Léon Blum). Le gaz, électricité, et autres frais ne comptent pas pour eux. Pour se chauffer on touche la fabuleuse somme de 40 fr. par hiver.

Quand on sait que la vie a augmenté en moyenne de 40 % depuis juin, on verra du premier coup d'œil que le chômeur n'a jamais été plus misérable que sous le règne du Front Populaire.

Et alors, que faire ? Eh bien ! finir de mendier, finir de traîner à la remorque du Front Populaire traître; commencer à « exiger » nos revendications en occupant les mairies et les locaux du paritaire, commencer à combattre et démasquer le gouvernement comme un gouvernement bourgeois qu'il est.

Camarade chômeur, écris-nous, viens nous voir, viens lutter avec nous contre tes affameurs et ceux qui profitent de ta misère. Viens avec nous préparer le grand combat qui balaiera ce régime de honte pour instaurer un régime basé sur les Conseils ouvriers armés et le Contrôle ouvrier et paysan, c'est-à-dire les Soviets.

TOUS DOIVENT LIRE :

LE PARTI

Communiste Internationaliste

Bolchévik-Léniniste

(IVe INTERNATIONALE)

ET LA JEUNESSE

Prix : 0 fr. 10

Au Comité d'Argenteuil

SIMPLES QUESTIONS

Les chômeurs, dit-on, se plaignent toujours et ne sont jamais satisfaits de leur sort. Cependant leur permettra-t-on de poser quelques questions, au sujet de ce qui se passe à Argenteuil ?

1° Est-il vrai, qu'à une distribution de galoches et de tabliers pour les enfants des chômeurs, un commerçant de la ville qui n'y avait aucun droit, s'en soit vu alloués pour les siens ?

2° Est-il vrai qu'une mère de famille dont le mari travaille et gagne 7 fr. 75 de l'heure ait eu son enfant chaussé avec les galoches destinees aux enfants des chômeurs ?

3° Est-il vrai, par contre, qu'à un chômeur, sans travail depuis trois ans, dont un enfant fréquente l'école, on ait refusé les galoches auxquelles il avait droit ?

4° Est-il vrai que des employés de chemin de fer aient touché des galoches et tabliers destinés aux enfants de chômeurs ?

5° Est-il vrai que le ministère de Front Populaire refuse l'allocation aux chômeurs majeurs qui vivent dans leur famille, si l'un des membres de la famille travaille ou touche une retraite ?

Un fonds de chômage pour les ouvriers agricoles

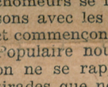
Chaque année, en décembre, c'est le chômage saisonnier au village. Mais en attendant l'ouverture des « grands travaux » promis depuis si longtemps, exigeons partout l'ouverture d'un fonds de chômage et notre inscription à la mairie.

Quand un maire comme celui d'une commune de Seine-et-Marne, gros marchand de bois, refuse notre inscription sous prétexte que nous pouvons travailler chez lui et à son tarif, donnons-lui l'aubade tous les matins !

Si les hobereaux utilisent le chômage agricole pour tenter de nous embrigader dans leurs formations fascistes, manifestons contre les hobereaux et exigeons notre indemnité de chômage.

Contre les effets du chômage, et pour de meilleurs salaires, Conseils ouvriers et paysans dans chaque village, tout de suite !

SOYEZ LES CORRESPONDANTS DE « LA COMMUNE »



FONCTIONNAIRES

Le congrès de la Fédération des Fonctionnaires vient de se tenir. Bien que l'importance relative de cette Fédération dans la C.G.T. ait baissé depuis que les Fédérations des travailleurs de l'industrie privée se sont considérablement enflées, le congrès de la Fédération des Fonctionnaires a une valeur non négligeable.

Comme de juste, en fin de congrès le bureau l'emporte, Jouhaux a été applaudi, le réformisme continuera à sévir. Mais plus d'une intervention a exprimé le mécontentement des fonctionnaires.

« Le gouvernement nous a roulés » déclara-t-on à ce congrès; les dispositions du budget 1937 ne sont nullement favorables pour les travailleurs dont le patron s'appelle l'Etat.

Aussi l'exemple de juin 1936 fait son chemin parmi les fonctionnaires. (On nous a informés que les auxiliaires des P.T.T. songeaient à faire grève si les dispositions du projet de budget étaient maintenues).

Les fonctionnaires seront contraints, par la situation qui leur est faite, à se rebeller contre la politique de collaboration de classes.

Aux ateliers Pillot

L'exploitation des jeunes dans cet atelier est particulièrement odieuse. Leurs salaires varient de 2 fr. 80 de l'heure à 3 fr. 75. La rationalisation à outrance les oblige à fournir un rendement maximum, mais par contre, la direction fait subir à ses ouvriers un chômage partiel d'une journée par semaine, sans aucune indemnité évidemment.

La discipline y est particulièrement stricte, et si depuis les dernières grèves les ouvriers ont obtenu l'abolition des amendes, il sévit toujours dans les ateliers un régime de mouchardage et de brimades intolérables. Au bout du deuxième retard dans le mois, fût-ce d'une minute, l'ouvrier est mis à pied pour une demi-journée. Au bout de huit jours de maladie, il est de règle de congédier le malade, pour pouvoir le réambaucher à un salaire diminué.

Ces procédés s'expliquent quand on sait que la Rocque est un des plus gros actionnaires de la maison et qu'il a su faire choisir les chefs d'ateliers parmi ses disciples.

Le syndicat des Cuirs et Peaux a montré dans la dernière grève une faiblesse extraordinaire. Après la dénonciation du contrat collectif, il a laissé les patrons établir eux-mêmes les barèmes des salaires pour les ouvriers, et il ne cherche pas à mener la lutte nécessaire pour obliger la direction à appliquer les 40 heures, cette dernière se refusant absolument à en tenir compte.

Nous pouvons d'ailleurs juger cette direction sur d'autres faits :

En août 1935, une grève éclatait à l'usine d'Orly, déclanchée par les coupeurs, pour protester contre le mouchardage dont ils étaient l'objet. La grève s'étendit ensuite aux usines de Saint-Denis et de Ledru-Rollin pour obtenir de meilleurs salaires. La grève réussit en partie, mais 800 ouvriers furent licenciés.

Pendant la grève, même, il fut fait appel à la police pour matraquer les ouvrières et réprimer immédiatement le *mouvement par intimidation.*

Les travailleurs qui comprennent une grande quantité de jeunes ouvriers doivent reprendre la lutte contre cette infâme direction croix de feu et obliger le syndicat à les soutenir pour arracher et la semaine de 40 heures et des salaires établis d'une manière égale pour un même travail.

Chez Mildé

Installations téléphoniques

Rue Desrenaudes

Dans cette boîte, la direction vient de procéder avec la même hypocrisie et suivant un plan froidement perpétré à des licenciements pour « suppressions d'emplois »; en réalité, on a fait l'opération pour se débarrasser des camarades cégétistes les plus combattifs, notamment du délégué qui conduisit la grève en juin. La riposte des camarades non licenciés ne s'est pas encore manifestée. Il est nécessaire que la direction de Mildé soit traitée comme celle de Lebaudy-Sommier. Sans quoi, par cette brèche, Mildé fera passer d'autres attaques.

Dans les Grands Magasins

Les grands magasins ont récemment signé le contrat collectif pour les employés. Un grand meeting au Vél' d'Hiv' célébra la signature du contrat collectif, où se trouvait d'ailleurs incluse une sorte d'échelle mobile.

Le patronat a signé parce qu'il craignait un mouvement pour les fêtes de la Noël et du Nouvel An, ainsi que pour les ventes de janvier. Mais il est loin d'avoir désarmé. La « Samaritaine » veut ouvrir dimanche prochain; les employés doivent manifester pour imposer la fermeture; ils ne doivent pas être seuls, les autres corporations doivent les aider pour faire capituler le patronat.

AUX PRISES AVEC LA VIE CHERE

De Dorgères à Lebaudy

UN conseiller municipal a cru devoir s'inquiéter — en séance publique, car le *Bulletin Municipal* constitue une excellente publicité électorale — de la montée des prix, de la colère latente du public et du désarroi qui règne chez les petits commerçants, rendus responsables de la vie chère par la clientèle, mais qui doivent se débattre eux-mêmes dans le réseau inextricable des lois, décrets, ordonnances, charges et vexations de toutes sortes.

M. Langeron, préfet de la Seine, a cru devoir répondre que l'administration n'ignore pas les difficultés du commerce et entend aider ce dernier; que d'autre part, soucieuse de l'intérêt public, ladite administration veillait à l'activité du « Comité départemental de surveillance des prix » dont la vigilance n'est jamais en défaut... De cet échange de paroles creuses, il résulte que l'administration fait son devoir, que le public ne doit pas protester bien qu'il ait lieu d'être mécontent et qu'enfin le commerce parisien que l'on continue à tracasser, est néanmoins au-dessus de tout soupçon... Nous résumons fidèlement les débats afin de mettre en évidence leur néant absolu. Il faut, de toute nécessité, que les travailleurs *et les ménagères* organisent eux-mêmes leur résistance à la vie chère.

⁂

Car la « vie chère » est une réalité quotidienne que les statistiques officielles elles-mêmes sont impuissantes à masquer.

Articles de chauffage
Indice juin : 79; fin novembre : 93
hausse : 17 %
Articles d'habillement
Juin : 57,6; fin novembre : 69,8
hausse : 15 %
Prix de gros (45 *articles*)
Juin : 372; fin novembre : 473
hausse : 27 %

La hausse réelle est de 20 % sur les 29 produits nationaux et de 41 % sur les 16 produits importés.

Prix de détail
Indice juin : 458; fin novembre : 520
hausse : 13 %

Denrées alimentaires: l'indice passe de 465 à 534; hausse de 15 %.

Epicerie: de 74 à 82, soit 10 % de hausse.

Boucherie: Pas de hausse sensible.

Boissons: 76 en juin, 94 au 30 novembre, soit hausse de 23 %.

Pain: Indice 75 en juin et 104 fin novembre; hausse de 37,5 %.

Les dirigeants du « Front Populaire » qui, entre autres choses, avaient promis le pain aux travailleurs, n'apportent à ceux-ci, en six mois, sur les articles de première nécessité, qu'une hausse de 13 à 40 %.

Les phrases démagogiques du stalinien Renaud Jean et des agrariens fascistes sur la revalorisation des produits agricoles n'ont pas fait régresser la profonde misère des paysans pauvres et ont abouti à une hausse de 37 % sur le pain !

Mais le chômage n'est point résorbé et les salaires sont battus en brèche par l'offensive patronale. La première action contre la vie chère, c'est l'action directe et concertée des ouvriers et des chômeurs pour l'augmentation des salaires et des indemnités de chômage.

⁂

Des faits récents accroissent encore les difficultés du ménage ouvrier. La grève des maraîchers, organisée par le fasciste Dorgères, aboutit en fait à une augmentation du prix des légumes. Hausse de 10 francs... pour commencer, sur les carottes, choux-fleurs et endives, et le démocratique poireau — l'asperge du pauvre — atteint déjà le prix prohibitif de 1 fr. 50 la botte. Et quelle botte !...

Dans le même temps, les rois du sucre font la loi, avec la complicité des « pouvoirs publics » et des grands épiciers. Le « Comité National de surveillance des prix » a estimé que si le sucre en morceaux fait défaut, c'est la faute aux acheteurs qui ont stocké... et il conseille l'achat du sucre cristallisé. Belle occasion pour les épiciers de tenir la dragée haute et pour Lebaudy de conserver son intransigeance, à l'abri derrière ses portes fermées par les soins de la C. G. T. !

En liaison avec l'action des travailleurs à l'usine, nous affirmons que la constitution par quartier de « Comités de ménagères » et de consommateurs en général, peut être déterminante dans la lutte contre la vie chère.

Et plus déterminante encore si les comités d'usine et de quartier coordonnent leur action avec les organisations d'ouvriers agricoles et de paysans pauvres.

Face aux Dorgères et aux Lebaudy, face aux affameurs et aux fauteurs de vie chère, un programme d'action s'impose, dont nous allons esquisser les grandes lignes.

TOUS DOIVENT LIRE :

LE PARTI

Communiste Internationaliste

Bolchévik-Léniniste

(IVe INTERNATIONALE)

ET LES SYNDICATS

Prix : 0 fr. 10

La grève chez Lebaudy

(*Suite de la page* 1.)

Nos lecteurs ont déjà lu quelques informations de nos correspondants concernant cette grève qui dure depuis 47 jours déjà, et qui fut une riposte spontanée au licenciement de 19 ouvriers.

Un court rappel des faits n'est pas inutile.

La direction de cette grosse boîte n'avait pas digéré l'occupation de leurs usines en juin dernier par leurs esclaves (des esclaves algériens, pendez donc ! ! !); il fallait « vider » les meneurs sous des prétextes divers...

Le 1er novembre, une note directoriale annonce la suppression du service des livraisons : ainsi, on jettera sur le pavé 14 ouvriers pour la plupart coloniaux parmi lesquels, comme par hasard, le secrétaire et le trésorier de la section syndicale. En même temps, au mépris de la convention adoptée par la direction après les grèves de juin, 5 autres camarades sont licenciés « pour faits de grève »; le délégué d'usine est aussi — comme par hasard — parmi les ouvriers vidés...

Spontanément, la totalité des exploités de Lebaudy débraye et occupe l'usine. Et ça va durer jusqu'à la réintégration des 19 camarades licenciés. Mais la direction — qui refuse de discuter avec la délégation ouvrière — va entamer la procédure légalement prévue pour expulser les occupants. Essai d'intimidation qui va porter ses fruits; le syndicat cède sous les pressions gouvernementale et confédérale conjuguées et obtient — non sans peine — l'évacuation de l'usine afin de « ne pas créer de difficultés au gouvernement ».

Et voilà comment, depuis une quarantaine de jours, les piquets de grève se relayent les uns les autres, malgré le froid et la pluie, les camarades formant le cercle devant les portes d'entrée, groupés autour de braseros. Non loin d'eux, dans un bistro proche, une réserve permanente qui fournit des équipes baladeuses destinées à veiller sur la sécurité des camarades de piquet... La volonté de combat n'est nullement émoussée après un mois et demi de grève. Les chiens du patronat du sucre peuvent toujours y venir ! ! Ils seront reçus comme les nervis de Dorgères à la sucrerie de Toury !

Cela ne suffit cependant pas. Dans la guerre d'usure, le gros patronat du sucre risque de l'emporter car il a le temps d'attendre. Par contre, il cèdera si les exploités de Lebaudy, passant à un stade d'organisation supérieur devant la carence des bureaucrates confédéraux, forment leur conseil d'usine et revendiquent le contrôle ouvrier sur la gestion et les bénéfices de leur boîte.

CHRONIQUE PAYSANNE

Vie chère... même au village

Depuis six mois, les machines agricoles ont subi deux hausses successives de chacune 10 %, *soit* 20 %. *Mais ce n'est pas fini puisque on annonce une nouvelle majoration de* 25 % *sur les herses, charrues, coupe-racines, faneuses et râteaux-faneurs et de* 17 % *sur les faucheuses et les moissonneuses-lieuses.*

Le prix des bicyclettes a été majoré de 15 % *et celui des machines à coudre de* 20 %.

30 % de hausse sur les fils de fer; 25 à 28 % sur les grillages à simple ou à triple torsion.

Majoration de 20 % *sur les fourches, et de* 25 *à* 35 % *sur le petit outillage agricole.*

Hausse de 45 % *sur les pulvérisateurs et de* 45 % *sur le sulfate de cuivre.*

La bourgeoisie t'expliquera que les grèves ouvrières en sont la cause, mais il suffit de voir que les ouvriers se serrent la ceinture pendant que les grands bourgeois augmentent leurs revenus pour comprendre qui a bénéficié de ces hausses.

Il faut que l'ouvrier gagne plus et que toi, paysan, paies moins. Le contrôle ouvrier et paysan, appuyé sur les Conseils d'usine et les Conseils paysans, permettront de diminuer la part du bourgeois et d'augmenter la vôtre.

Victoire dans le Cartonnage

Ouvriers et ouvrières du cartonnage n'ont pas cédé, ils ont obtenu satisfaction. Nouvelle démonstration que, seule ,l'action de classes permet la victoire.

TOUS LES PRODUITS DE LA FERME, DE LA BASSE-COUR ET DU JARDIN SUR VOTRE TABLE!

Œufs extra ... ...
Beurres fins d'Isigny
Volailles de Houdan
Légumes divers ...

en provenance directe du producteur ... Livraison à domicile ... ... Prix intéressants ... ...

:: ECRIRE A RIBOURG :: AU BUREAU DU JOURNAL

FIN D'ANNEE COMMANDEZ DES

HUITRES

Livraison à domicile
Qualité extra ... ...
Prix les plus bas ...

Ecrire pour commandes et renseignements à RIBOURG, au bureau :: :: du journal :: ::

Le gérant : G. VAN HEIJENOORT

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE » 66, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10e)